

## TORNATA DEL 10 GENNAIO 1853

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE AVVOCATO RATTAZZI.

**SOMMARIO.** *Atti diversi — Seguito della discussione e approvazione del bilancio passivo della marina per l'anno 1853 — Considerazioni ed istanze del deputato Menabrea sulla categoria 20, Campagne di mare — Osservazioni dei deputati Martini, Farina Paolo e Mellana, e del ministro della marina — Approvazione delle categorie 20, 21, 22, 23, 24 e 25 — Osservazioni del ministro suddetto sulla riduzione proposta alla categoria 26, Mano d'opera e lavori nell'arsenale — Parlano il relatore Salmour, il deputato Mellana ed il ministro delle finanze — Approvazione di quella categoria ridotta, e delle categorie 27, 28 e 29 — Opposizioni dei ministri della marina e delle finanze alla riduzione sulla categoria 30, Casuali — Osservazioni dei deputati Valerio e Salmour — Reiezione della riduzione proposta, ed approvazione della categoria suddetta — Osservazioni dei ministri suddetti, e dei deputati Mellana, Salmour e Valerio sulla categoria 31 — Approvazione delle categorie 31, 32, 33 e 34 — Categoria 34 nuova, Approvvigionamento suppletivo di legnami — Parlano il relatore ed i ministri delle finanze e della guerra, ed i deputati Valerio e De Viry — Approvazione di quella categoria — Spiegazioni del deputato Valerio su alcune promozioni di ufficiali di marina, e risposta del ministro della marina — Approvazione dell'intera somma del bilancio — Riunione in comitato segreto per l'approvazione del bilancio della Camera rimasto in sospenso.*

La seduta è aperta alle ore 1 e 1½ pomeridiane.

**CAVALLINI**, segretario. Dà lettura del processo verbale della tornata precedente e del seguente sunto di petizioni:

5035. 60 abitanti proprietari del borgo di Mede chiedono l'incameramento dei beni ecclesiastici, la riduzione del numero dei vescovadi, l'abolizione dei conventi, e che le suddette domande siano convertite in legge entro la prossima Sessione del Parlamento.

5036. Il Consiglio comunale di Saluzzo, vista l'interpretazione data dal Ministero dell'interno all'articolo 51 della legge 4 marzo 1848, mediante cui si vorrebbe che decorso il quinquennio dalla promulgazione dello Statuto si abbiano a rinnovare le elezioni ai diversi gradi della milizia nazionale, non già per intero, ma quelle soltanto dei graduati, i quali appartengono alla prima elezione e così successivamente, ricorre perchè la Camera voglia sciogliere siffatta questione costituzionalmente, legalmente ed in modo per tutti obbligatorio.

5037. Lo stesso Consiglio comunale di Saluzzo rinnova il voto perchè si devenga allo scioglimento delle divisioni amministrative, ed alla pubblicità delle sedute dei Consigli comunali e provinciali.

5038. Boggiani Giacomo, già sergente nell'armata francese, quindi sottotenente nell'esercito piemontese nel 1821, compromesso nelle vicende politiche di quell'anno, appoggiandosi alle deliberazioni prese dalla Camera intorno a quattro anteriori sue petizioni, chiede estendersi ad esso i benefizi largiti ai suoi compagni con decreti 8 aprile e 10 settembre 1848.

### ATTI DIVERSI.

**PRESIDENTE.** La Camera essendo in numero, metto ai voti l'approvazione del processo verbale.  
(È approvato.)

Essendo presente il deputato Crosa, lo invito a prestare il giuramento.

**CROSA.** Presta il giuramento.

### SEGUITO DELLA DISCUSSIONE SUL BILANCIO PASSIVO DELLA MARINA PER L'ANNO 1853.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno reca la continuazione della discussione intorno al bilancio della marina per l'esercizio 1853.

La discussione era rimasta alla categoria 20, *Campagne di mare*.

La parola spetta al deputato Menabrea.

**MENABREA.** Messieurs, je crois devoir appeler l'attention de la Chambre sur la catégorie 20, qui est relative aux campagnes de mer. A mon avis, c'est dans cette catégorie que se résume, pour ainsi dire, toute l'importance de la marine; car en effet nous dépensons une somme assez considérable pour avoir un bon matériel de marine et pour maintenir de nombreux équipages afin de pouvoir soit à la défense de l'Etat, soit au développement et à la protection de notre commerce. Mais pour atteindre ce but il ne suffit pas d'avoir un matériel convenable, il faut faire naviguer nos vaisseaux, exercer nos marins, nos officiers, et montrer notre pavillon dans les parages où il peut être utile.

Telle est la mission en temps de paix de notre marine qui doit en même temps se prémunir contre les éventualités de la guerre; et c'est à cet objet que doivent pourvoir les campagnes de mer qui font l'objet de la catégorie en discussion.

En conséquence je crois que le bon emploi de la somme portée à cette catégorie est d'une immense importance, et peut avoir des résultats très-grands sur l'avenir de notre marine.

Je n'ignore pas que plusieurs fois le Gouvernement a ordonné des expéditions lointaines afin de faire affronter à nos officiers toutes les éventualités de la mer et les exercer dans les voyages de long cours. Je citerai même à cet égard l'expédition qui a été faite, il y a quelques années, aux îles Marquises, expédition dans laquelle nos officiers ont fait preuve d'habileté et ont fait flotter avec honneur notre pavillon dans les mers qu'ils ont parcourues.

Toutefois, messieurs, on doit remarquer que depuis quelque temps le but qu'ont nos campagnes de mer n'est pas atteint. Actuellement nos bâtiments, à peine sortis de Gênes, se bornent à faire quelques excursions dans la Méditerranée, et pour cela on ne choisit pas de préférence l'époque qui peut présenter le plus d'occasions à l'exercice des officiers, mais on choisit généralement la plus belle saison de l'année, celle où la mer est moins mauvaise; et après avoir fait quelques courses, après avoir visité quelques ports et exécuté quelques manœuvres militaires, les bâtiments rentrent à Gênes.

Je ne disconviens pas que de telles campagnes ne soient également d'une grande utilité, attendu qu'il est nécessaire que les officiers soient exercés dans les manœuvres de division, qu'il aient de fréquentes occasions d'essayer l'entrée des ports; il faut que les équipages se plient à la discipline militaire; enfin il est nécessaire que nos officiers connaissent la Méditerranée plus que toute autre mer. Je suis donc loin de mettre en doute l'importance des campagnes qui se font dans la Méditerranée. Toutefois, messieurs, je crois que ce n'est pas suffisant, surtout si l'on a égard à la nature du service que font les jeunes officiers à bord des bâtiments dans la Méditerranée.

Entre autres choses, je dois rappeler à ce sujet qu'un de nos honorables collègues, qui a été plusieurs fois rapporteur du budget de la marine, a déjà signalé l'usage abusif dans notre marine de s'en rapporter presque exclusivement aux pilotes pour tracer la marche des bâtiments.

On sait que lorsqu'un navire est en mer, il est nécessaire de tenir compte de sa direction et de sa vitesse, de manière à ce qu'on puisse à chaque instant connaître d'une manière exacte sa position.

Or, dans notre marine ce soin-là est généralement confié à des pilotes, et les officiers ordinairement ne se mêlent nullement de ces opérations, du moins lorsqu'ils naviguent dans la Méditerranée.

Ce système ne présente pas de grands inconvénients dans cette mer, parce qu'elle est connue, et qu'il ne peut en résulter d'erreurs bien dangereuses; car la terre est fréquemment en vue, et il est facile de vérifier sa position; mais il n'en est pas de même lorsqu'on voyage dans l'Océan; la détermination de la marche des bâtiments exige des opérations beaucoup plus délicates; et quoiqu'elles ne soient pas d'une grande difficulté, encore faut-il savoir opérer, et pour cela avoir un exercice suffisant.

Je ne rappellerai pas tous les inconvénients qui peuvent naître de ce défaut d'exercice, et du manque d'habitude de naviguer sur d'autres mers que sur la Méditerranée. Je crois donc que les campagnes de mer limitées à celles de la Méditerranée ne sont pas suffisantes pour donner à nos officiers ce coup-d'œil, cette expérience, cette trempe de caractère qui ne s'acquièrent que lorsqu'on s'est habitué à lutter contre les difficultés que présente la navigation du grand Océan, qui seul peut donner ces grands enseignements propres à former des marins accomplis.

Par conséquent je crois que nos campagnes de mer ne sont pas dirigées de manière à fournir à nos officiers cette expé-

rience des choses de la mer, qui est de première nécessité pour tout marin qui veut acquérir quelque supériorité dans sa profession.

D'un autre côté, messieurs, nous ne devons pas perdre aussi de vue que notre marine n'a pas seulement pour but d'exercer nos officiers dans les manœuvres, mais qu'elle a encore pour devoir de protéger notre commerce à l'étranger. Et comment, je vous le demande, pourra-t-elle le faire, si nos bâtiments se bornent à parcourir seulement quelques points de la Méditerranée?

Vous ne devez pas non plus oublier que la population génoise, si courageuse et si entreprenante, ne sert pas seulement de pépinière de marins à notre marine, mais est encore répandue sur différentes parties du monde.

Ainsi nous voyons les marins génois en très-grand nombre se rendre en Amérique, et non-seulement au Brésil, à Rio de la Plata, mais encore ils ne craignent pas de franchir le Cap Horn avec des bâtiments de faible tonnage, et font assez communément le commerce du Chili et du Pérou. Toutefois il faudrait leur ouvrir de nouvelles voies; il faudrait que ceux qui tentent la fortune sur de nouveaux parages pussent y rencontrer quelques uns de nos bâtiments de guerre. Notre marine marchande n'a pas atteint tout le développement auquel elle peut aspirer. Ainsi je ne sais pas que des bâtiments génois doublent habituellement le Cap de Bonne Espérance, que le commerce maritime de Gênes se soit étendu dans l'Océan-Pacifique. Peut-être cela viendra-t-il par suite de l'abolition de l'acte de navigation de l'Angleterre, car la mer des Indes, qui nous était à-peu-près fermée, a été ouverte à toutes les nations du monde.

Je n'ignore cependant pas que d'intrepides marins du commerce ont, il y a quelque temps, nolisé un bâtiment pour entreprendre un voyage de circumnavigation qui doit durer cinq à six ans. Une entreprise semblable est un fait hautement honorable pour notre marine marchande; mais, à dire vrai, je voudrais voir notre marine militaire la précéder ou tout au moins tenter quelque chose de semblable.

D'un autre côté je fais observer que notre commerce n'a pas seulement besoin qu'on lui prépare la voie, mais souvent il lui faut des secours efficaces qu'il ne peut recevoir que de la marine militaire. Ainsi nos nationaux vont en général tenter la fortune dans des contrées éloignées, et quand au bout d'un certain nombre d'années ils ont acquis quelque avoir, ils cherchent à le réaliser pour l'envoyer dans leur patrie. Mais comment le font-ils parvenir? Il sont ordinairement obligés de confier le fruit de leur travail à des bâtiments marchands de notre nation ou à des bâtiments étrangers. Ne serait-il donc pas plus convenable que nos bâtiments de guerre fréquentassent les points principaux où se trouvent accumulés nos nationaux et leur fournissent ainsi les moyens de faire arriver d'une manière sûre, dans leur patrie, la fortune qu'ils sont parvenus à réaliser à l'étranger?

Jusqu'à ce jour, tout cela n'a été fait que d'une manière très-imparfaite; en conséquence je crois qu'il est nécessaire d'appeler l'attention du Gouvernement sur cette application utile de la catégorie des campagnes de mer. Ainsi nos campagnes de mer ne doivent point se borner à des courses de pur exercice et de simple démonstration de manœuvres, elles doivent avoir un but beaucoup plus grand, celui non-seulement de fournir à nos marins l'occasion d'affronter et de vaincre les éléments, mais surtout celui d'aider et de protéger en même temps notre commerce maritime.

Et il faut le dire, c'est peut-être parce que cette protection n'est pas assez efficace qu'il y a, sinon de l'hostilité, du

moins de la froideur entre la marine marchande et la marine militaire. Cette froideur cessera du jour où l'on saura faire sentir que la marine militaire est un élément de force et de développement pour notre commerce.

Ainsi nos navires de guerre ne devraient pas se borner à faire quelques manœuvres dans la Méditerranée, il ne devraient pas même se contenter à visiter les parages fréquentés par nos bâtiments marchands; mais ils devraient eux-mêmes leur frayer de nouvelles voies, les conduire dans l'Océanie, vers l'Australie, pays presque encore nouveau pour notre commerce.

Et puisque le Gouvernement veut lui-même avoir des marins particulièrement exercés, pourquoi n'encouragerait-il pas quelques navires à essayer la pêche de la baleine, qui chez les premiers peuples maritimes est considérée comme le moyen le plus puissant pour former d'intrépides marins?

Ne pourrait-il pas également y envoyer quelques jeunes officiers pour voir de près ce qu'il en est, ainsi que cela se pratique chez plusieurs nations?

Il y a encore une autre circonstance dont il faudra tenir compte; c'est que lorsqu'on aura introduit dans la marine militaire le système mixte, c'est-à-dire lorsqu'on aura appliqué comme moyen subsidiaire la vapeur aux bâtiments à voiles, il est certain que la marine militaire aura sur la marine marchande un avantage fort considérable. Or cet avantage doit être surtout employé au bénéfice de notre commerce.

Je sais qu'à tout ce que je propose on opposera les difficultés pécuniaires.

Cependant le problème n'est pas insoluble. En effet, de quoi se compose la marine militaire? La marine militaire se compose de trois éléments: 1° les marins; 2° la force militaire, c'est-à-dire ceux qui manient les armes, et 3° enfin les officiers. Quant aux marins, il ne nous reste rien à envier; nous avons les marins les plus habiles qu'on connaisse; nous sommes, sous ce rapport, infiniment supérieurs à la France, puisque la France a besoin de prendre des paysans dans l'intérieur du pays pour former des marins.

Or, cette éducation du marin, nous n'avons plus besoin de la faire, si ce n'est pour le plier à la discipline militaire, ce qui n'est pas très-difficile. Ce dont nous avons besoin, c'est de soldats exercés et d'officiers de marine expérimentés.

Quant aux soldats destinés à la manœuvre des armes il a été question de former un corps d'artillerie de marine pour le service des pièces à bord. Bon nombre de personnes croient que cette institution n'aura de grands avantages, parce que nos marins se prêtent peu volontiers aux exercices purement militaires et qu'il serait mieux de les laisser à leurs manœuvres de bâtiment.

Or, cet exercice de l'artillerie de marine n'exige pas que l'on entreprenne des voyages: il peut très-bien se faire sur les côtes et, en conséquence, l'instruction de ces artilleurs n'entraînera pas de grandes dépenses. Mais, c'est à l'instruction des officiers de marine qu'il faut pourvoir à grands frais; c'est pour eux qu'il faut armer des navires, avoir des équipages; nous devons donc chercher à procurer cette instruction au plus grand nombre d'officiers, en dépensant le moins possible. Ainsi, à mon avis, après avoir destiné à la protection du commerce le nombre des bâtiments de guerre nécessaires, l'on pourrait épargner quelque peu sur les manœuvres de division et consacrer les économies que l'on ferait sur ce point à envoyer des jeunes officiers prendre part aux expéditions qu'entreprennent les marines étrangères. On

pourrait les faire servir pendant quelque temps sur des bâtiments de guerre des puissances maritimes étrangères et les mettre à même ainsi de s'instruire dans la discipline et dans les méthodes de navigation en usage chez les premières nations du globe.

Voilà un moyen simple et peu dispendieux d'instruire nos officiers; je crois que ce système ne rencontrerait pas de sérieuses difficultés de la part des puissances amies, et à l'appui de mon assertion je citerai l'exemple de l'expédition anglaise, envoyée, il y a quelque temps, à la recherche du capitaine Franklin. On sait qu'à cette expédition s'étaient adjoints plusieurs officiers français, qui ont rendu des services signalés et dont la conduite a mérité les éloges les plus flatteurs de la part des Anglais eux-mêmes.

Je ne vois pas pourquoi, lorsque de semblables circonstances se présentent, le Gouvernement négligerait ce moyen de former des officiers instruits. Et dans l'état de relation où nous sommes avec les principales puissances de l'Europe, et l'Angleterre en particulier, rien ne me paraît plus facile. Le Gouvernement anglais, j'en suis persuadé, ne refuserait pas de recevoir à bord de sa flotte quelques uns de nos jeunes officiers. D'ailleurs, nous ne sommes pas une puissance assez importante pour porter ombrage aux grandes puissances. Il suffirait donc de mettre à même un certain nombre d'officiers d'étudier ainsi à fond leur métier, pour atteindre avec économie le but que nous nous proposons, c'est-à-dire celui de former des officiers instruits et expérimentés.

J'avoue que je suis tellement convaincu des heureux résultats du moyen que je propose, que si j'avais à choisir je préférerais presque diminuer le nombre des hommes d'équipage, quoique déjà bien restreint, pour consacrer à l'instruction des officiers la somme qu'on économiserait de cette manière.

Du reste, je ne crois pas devoir faire de proposition à cet égard, car je ne suis pas marin et je me borne à soumettre aux hommes plus compétents que moi l'opinion que je viens d'énoncer.

J'appellerai encore l'attention du Ministère sur un autre point: je désire faire observer qu'en général on s'occupe assez peu à exercer nos jeunes officiers dans les sciences qui ont rapport avec la nautique. Ainsi, je ne vois pas que nos officiers de marine se soient occupés d'une manière suivie de travaux d'hydrographie, et, sauf les cartes maritimes de l'amiral Albini, je ne sache pas que d'autres aient été exécutées par nous. Quelque recommandable que soit le travail de cet illustre marin, il a cependant besoin d'être complété dans l'intérêt même de notre navigation.

Et à ce sujet j'avoue que j'ai vu avec peine publier dernièrement par les Français une carte fort belle du golfe de la Spezia. Elle devait être publiée non pas à Paris, mais à Gènes ou à Turin. Je crois à ce propos devoir signaler la lacune qui existe dans le programme de l'école de marine, car en parcourant la liste des nombreux professeurs attachés à cet établissement, je n'en vois aucun d'hydrographie.

Et pourtant c'est une chose essentielle. Du reste, messieurs, je n'entends faire aucun reproche au Ministère; je suis au contraire le premier à reconnaître que ce qui a été fait dans ces derniers temps dans l'intérêt de notre marine est dû principalement à l'administration actuelle et surtout à monsieur le président du Conseil des ministres qui y a apporté tous ses soins et a donné une nouvelle vie à cette importante institution. Je me plais à lui rendre hommage à cet égard.

Mais en même temps, puisque le Ministère s'est montré si susceptible dans toute cette discussion, je crois devoir dé-

clarer que nous ne sommes nullement animés par un esprit de critique et d'opposition en soumettant à un si minutieux examen le budget qui nous occupe. Je désire que la Chambre soit bien convaincue que nous ne parlons qu'en vue du bien de la marine, et si dans cette grave question le Ministère apporte le tribut de sa volonté et de son intelligence, il est bien permis à nous, qui désirons autant que lui le bien public, de porter le tribut de nos humbles observations.

Je ne fais aucune proposition sur la catégorie qui nous occupe, je me borne à émettre mes réflexions pour qu'on en tire le parti qu'elles peuvent mériter.

**PRESIDENTE.** Il deputato Martini ha la parola.

**MARTINI.** Se l'onorevole Menabrea avesse concluso il suo discorso proponendo un aumento di 500 mila lire sopra questa categoria, io certo non lo combatterei, e parmi non si potrebbe combattere che con argomenti puramente di economia; ma parmi che l'onorevole Menabrea proponga di diminuire in alcun modo le campagne di esercitazione annuale per isquadra, o modificare almeno il sistema adottato dal Governo di manovre annuali tattiche della nostra marina, per portare parte dei fondi a ciò destinati sopra viaggi di bastimenti isolati. Io non posso essere della sua opinione; ciò soprattutto per le circostanze speciali in cui si trovano i nostri ufficiali di marina.

Egli è erroneo il credere che il maggior numero di questi non abbia intrapreso viaggi lunghissimi attraverso l'Atlantico; ma quello che hanno più raramente fatto si è appunto il servizio militare marittimo; la navigazione e manovra per divisioni navali, servizio principalissimo per uffiziali e bastimenti da guerra, e l'esercitarvisi riesce poi molto utile pei comandanti, inquantochè bisogna che i loro comandi siano sempre subordinati agli ordini del capo-squadra, ed i movimenti dei rispettivi bastimenti uniformi a quelli degli altri, e sono egualmente utili agli uffiziali subalterni, avvegnachè tra quelli dei diversi bordi, come dello stesso bordo, vi eccita salutare emulazione.

Parmi adunque che, non potendo dare alla nostra marina più larga dotazione, per qualche anno noi non dobbiamo menomare i fondi destinati a questo genere di esercizio per averne in compenso viaggi di lungo corso; certamente però convengo che, prendendo di mira il bene avvenire della marina nostra, dobbiamo disporci a fornire fondi sufficienti e per una cosa e per l'altra.

Godo poi di vedere un onorevole e distinto oratore adottare idee che ottennero poco credito in questa Camera, quando io le esponeva per la prima volta; voglio parlare dell'utilità di rendere gli uffiziali piloti ed i piloti uffiziali. Spero che nello stesso modo che quest'idea venne adottata dal deputato Menabrea, troverà eco negli altri membri di questo consesso; e che quindi potrà attuarsi questa riforma nella nostra marina.

In quanto poi a ciò che disse di una scuola d'idrografia, concordo con lui ch'ella sarebbe molto utile. Pure osserverò che d'idrografia imparano i giovani destinati alla marina quando studiano matematica e soprattutto la nautica, nè può andare ommesso questo studio nella scuola di marina, poichè non si chiamerebbe ufficiale di marina chi non avesse cognizioni generali d'idrografia. Con ciò non voglio già dire che se si stabilisse una scuola speciale d'idrografia non sarebbe di grande utilità, ma solo che questa scienza s'insegna anche ai nostri uffiziali. Queste sono le osservazioni che mi suggeriva il discorso dell'onorevole deputato Menabrea.

**MENABREA.** Que l'honorable préopinant soit bien persuadé que je n'ai l'intention de demander aucune réduction

sur cette catégorie. Je serais au contraire plutôt disposé à voter une augmentation; car, à mon avis, c'est dans les campagnes de mer que se résume le budget de la marine; autrement il serait inutile de dépenser trois ou quatre millions, s'ils ne devaient pas servir à l'instruction de nos marins et de nos officiers. Seulement, ce que je désire c'est que cet emploi de trois ou quatre millions soit fait de la manière la plus avantageuse possible. Je crois donc que l'on doit appeler toute l'attention du Gouvernement sur l'importance de cette catégorie, puisque d'elle dépend tout l'avenir de notre marine militaire.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Il discorso ora pronunziato dal deputato Martini mi dispensa da alcune delle risposte che io voleva fare alle osservazioni dell'onorevole Menabrea. Egli, nel desiderio di spingere il Governo a migliorare la marina, presenta alcuni suggerimenti; ed in primo luogo, lamentando che le campagne di mare si facciano sempre in buona stagione e nel Mediterraneo, vorrebbe che queste esercitazioni si facessero in tempi cattivi, e si spingessero anche nell'Oceano. Sicuramente, se il Governo fosse in circostanze finanziarie tali da potere spendere molto più di quello che faccia attualmente, non v'ha dubbio che, allargando la sfera dei viaggi navali, se ne ricaverebbe un grandissimo frutto. Tuttavia parmi che egli cada in qualche errore; e tanto più mi preme di rilevarne ora uno, in quanto che questo errore egli lo ha ripetuto per ben due volte; egli ha ripetuto oggi ciò che già aveva detto, cioè che tutte le spese della marina in fondo si riassumono nelle campagne di mare, nelle spese di viaggio.

Io io prego di osservare che la cosa è ben diversa; egli ci ha suggerito di fare l'istruzione durante l'inverno e di farla nell'Oceano; ed io non esito a dichiarare che, facendola nell'Oceano, oltre al costare molto di più, non si favorisce maggiormente l'istruzione particolare della nostra marina, inquantochè, per quanto possa occorrere al nostro paese, egli è difficile che la nostra flotta abbia ad agire fuori del Mediterraneo o dell'Adriatico, che è poi sempre lo stesso bacino.

Per conseguenza io credo che, quando avremo marinai ed uffiziali pratici, che conoscano appunto tutte le cose di questo mare, riconosciuto forse come il più difficile di tutti, noi avremo provvisto al caso in cui la nostra marina sia chiamata ad agire. Ha detto l'onorevole deputato Menabrea che i nostri marinai vanno molto in America. È verissimo che i nostri marinai mercantili viaggiano più negli altri mari che nel Mediterraneo, e questa è una ragione di più perchè le nostre campagne di mare si facciano nel Mediterraneo.

Ora poi egli vorrebbe che queste campagne si facessero di inverno, e non di estate.

Certamente, quando i marinai sono cattivi, i marinai si esercitano maggiormente; ma è pur d'uopo considerare che il materiale ne soffre molto di più in quei tempi che nella state.

Non bisogna che l'onorevole deputato Menabrea creda che tutte le nostre spese consistano nelle spese di mare; la spesa del materiale è di gran lunga superiore. Che cosa durano in media i nostri bastimenti? È una cosa che fa impressione a dirlo; non durano che da 8 a 10 anni...

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** Oh! durano 20 o 25 anni!

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Venticinque anni sì; ma bisogna raddobbarli due o tre volte, e questa non è più durata.

Nel 1848 e nel 1849, dopo quelle campagne, ha bisognato raddobbare tutti i bastimenti da capo a fondo. Se l'onorevole

preopinante teme poi che, durante la stagione nella quale si fanno le manovre, abbiasi sempre un mare tranquillo per chiamare queste campagne piuttosto di piacere che campagne di mare, io credo che si sbagli, perchè le nostre campagne di esercitazione, se non erro, durano fin dopo gli equinozi, e, senza essere marinaio, io so che gli equinozi sono appunto i tempi nei quali i mari sono più burrascosi e difficili.

Io mi rammento ancora che, quando nel 1849 si mandava l'ordine alla squadra di stare in mare, si rappresentava sempre che nello stato in cui si trovavano i bastimenti non si poteva ciò eseguire senza arrischiarli; e se noi coi pochi bastimenti che abbiamo andassimo ancora ad esporli alle tempeste, parmi faremmo una trista speculazione. Io vorrei un po' vedere che cosa direbbe la Camera se un bel giorno perdessimo una nave per essere andati in tempi procellosi a fare le manovre nei paraggi più cattivi, nei litorali più infidi e nelle più inospite spiagge.

Ammetto benissimo che i marinai non debbano essere troppo timidi, massime che il loro servizio richiede energia e coraggio; ma l'arrischiare poi la nostra poca marineria semplicemente per poterla esercitare sarebbe una cosa biasimevole, anzichè da suggerirsi.

Quanto alla questione dei piloti, ha già risposto il mio amico deputato Martini, e d'altronde questa questione è così tecnica che io confesso sinceramente che non oso di affrontarla.

Il deputato Menabrea vorrebbe ancora che in tempo di pace la nostra marina servisse a proteggere il commercio; e qui si persuade l'onorevole deputato che questo è pure il sentimento del Ministero; il che è tanto vero che ieri l'altro, se non isbaglio, partì un nostro bastimento con direzione verso il golfo del Messico, e quindi verso il Rio della Plata, appunto dove vi hanno i nostri maggiori interessi.

Quei marinai che colà si troveranno, e che si sono formato un piccolo peculio, una tenue fortuna, troveranno molta buona accoglienza fra i nostri bastimenti da guerra, i quali, seguendo l'usanza antica, di buon grado vorranno incaricarsi di trasmettere questo soccorso loro affidato alle rispettive loro famiglie.

Io stimo poi che il deputato Menabrea abbia dato troppo slancio alla sua immaginazione, quando ci consiglia di mandare bastimenti da guerra a proteggere la pesca della balena. (*ilarità*)

(*Il deputato Menabrea fa segno di diniego.*)

Non ha il deputato Menabrea espresso il desiderio che si mandino fregate per la pesca della balena?

**MENABREA.** Mi spiegherò.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Io non ho mai sentito dire che i bastimenti da guerra vadano alla pesca della balena.

**MENABREA.** Monsieur le ministre plaisante probablement.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Egli ha detto che si dovrebbero proteggere i nostri marinai quando vanno alla pesca della balena. E per quanto poco io m'intenda di economia politica, so che in queste private speculazioni bisogna lasciare al commercio una piena libertà di azione. I nostri marinai, se non erro, sono andati in tutte le parti del mondo; ma, in quanto alla pesca della balena, non credo che ci abbiano trovato il loro tornaconto. Può essere che lo facciano in avvenire, e tutto quanto potrà fare per essi il Ministero sarà di dare loro protezione.

Riguardo ai lavori idrografici, ha già risposto il deputato Martini. Rimane ancora a rispondere alle osservazioni fatte

dal deputato Menabrea relativamente alla riduzione degli uomini.

Egli vorrebbe che nell'occorrenza si diminuisse anche il numero dei semplici marinai, e si aumentasse quello degli ufficiali.

**MENABREA.** Je demande à donner une simple explication.

J'ai dit que je croyais tellement essentiel l'exercice de nos officiers que, comme nous avons déjà des marins très-habiles qui n'avaient pas besoin d'un autre développement d'instruction maritime, je préférerais plutôt voir diminuer les équipages de campagne et employer les fonds qu'on épargnerait ainsi à faire naviguer nos officiers dans les marines étrangères ou à leur faire prendre part à des expéditions dans les mers lointaines dans l'intérêt de leur instruction.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Io rettifico adunque il modo col quale aveva inteso le osservazioni del deputato Menabrea. Egli vorrebbe che all'occorrenza si esercitasse anche un numero minore di marinai, perchè sono, dice egli, già sufficientemente esercitati.

Io gli risponderò che le campagne di mare non sono tanto stabilite per esercitare i marinai per il servizio di mare, ma per dare loro quella militare istruzione che non hanno (massime dopochè sono stati, se non sono soppressi, almeno diminuiti di molto i cannonieri di mare) e per esercitarli nel maneggio delle bocche da fuoco che fanno la principale forza della marina. D'altronde è mestieri ritenere che il numero dei nostri marinai è piccolissimo, poichè il personale della nostra marina si riduce a 1200 uomini, numero ristrettissimo in proporzione dei nostri bisogni, dimodochè io credo non si possa in verun modo diminuire.

L'idea sulla quale insiste tanto il deputato Menabrea, di far viaggiare i nostri ufficiali all'estero, secondo me, non è del tutto accettabile.

Io non dissento già che viaggino, ma intraprendendo essi i viaggi e le spedizioni lontanissime cui egli accennò, ed a cui hanno preso parte gli ufficiali delle marine delle grandi potenze, potrebbe avvenirne un gravissimo inconveniente, e mi spiego. In queste spedizioni sarebbe convenienza del Governo di mandare i nostri più distinti, i nostri migliori ufficiali; ora, non è così sereno, così pacifico l'orizzonte politico da potersi credere essere cosa prudente ed opportuna il lasciarli lontani per due o tre anni dai nostri lidi.

Potrebbe accadere che, mentre gli ufficiali sono tra i ghiacci del Kamstchatka, si accendesse una guerra qualunque, pella quale essi arrivassero troppo tardi; allora tutte le cognizioni che sarebbero per arrecarci non servirebbero più a nulla.

Io non ho altre osservazioni a fare per ribattere quelle del deputato Menabrea.

Non posso però concludere senza ringraziare la Commissione, e particolarmente il deputato Menabrea, dell'interesse che portano a tutte le cose del mare e raccomandarmi al loro favore, al loro appoggio, accompagnati dallo stesso interesse per le cose che riguarderanno il bilancio della guerra, allorquando esso verrà in discussione. (*ilarità*)

**PARINA PAOLO.** Non è mia intenzione di venire a raccomandare alla Camera tutte le opinioni emesse dall'onorevole Menabrea, ma certo tra esse ve ne hanno talune che meritano tutto il mio appoggio, e principalmente quelle che si riferiscono agli eccitamenti fatti al Ministero perchè venga aumentata proporzionalmente la spesa relativa alle campagne di mare. Sicuramente non è stando in terra, nè passeggiando per la città, che si diventa buon marinaio, e soprat-

tutto buon ufficiale di marina, ma sibbene esercitandosi nelle campagne. Ed è nelle campagne di mare e nei viaggi che equipaggio ed ufficiali si fanno atti ad adempiere quelle funzioni alle quali vengono in occasione di guerra chiamati. Io non dirò che si debbano fare abitualmente campagne di mare nell'Oceano, ma credo che non sia neppure opportuno di escluderle, come non pare le abbia voluto escludere lo stesso signor ministro, dicendo che mandava bastimenti in quel mare, là dove abbiamo grandi interessi da proteggere pel grande commercio che vi fanno i nostri connazionali.

E qui mi sia permesso di osservare che fra l'azzardare le fregate a naufragi, obbligandole, nonostante le tempeste, a tenere il mare, anzichè rifugiarsi nei porti che si trovano in tutti i lidi ed in tutte le spiagge, ed il tenerle costantemente nella darsena per farle vedere come un gioiello e come una rarità, vi ha qualche diversità, ed una diversità ben grande. Io quindi non dico che si debbano arrischiare imprudentemente i nostri legni, facendoli tenere il mare con pessimi tempi, ma dico altresì che, se i nostri legni staranno continuamente la massima parte nella darsena, non saranno mezzo di nessuna istruzione ai nostri marinai ed agli ufficiali della nostra marina per dare ai marinai l'abitudine dell'obbedienza, della disciplina, agli ufficiali quella del comando, quella della severità, per abituare alla vita di mare tutte queste persone.

Ufficiali e marinai per addestrarsi è uopo che viaggino; se stanno in terra, non diventeranno mai buona e brava gente di mare.

L'altro giorno il signor ministro disse che, avendo chiesto se gli ufficiali della marina francese avevano viaggiato più dei nostri, ebbe a rilevare che avevano viaggiato meno; ebbene, io pregherei il signor ministro a chiedere se lo stesso succeda in quanto agli ufficiali della marina inglese; e credo fermamente che ne avrebbe avuta una risposta diversa.

Credo infatti che la gran diversità che corre fra la marina inglese e la francese consista appunto nell'infinita maggiore pratica di navigare della inglese in confronto della francese. Gli ufficiali francesi sono generalmente molto più istruiti tecnicamente che gl'inglesi, ma pure alla prova riescono da meno, perchè appunto mancano di quella pratica costante, di quell'abitudine della vita del mare che diventa una seconda natura per le persone che al mare si dedicano.

Nè soltanto ufficiali e ciurma, ma anche le costruzioni francesi da tutti i tecnici e dagli stessi inglesi, come altresì la istruzione dei collegi di marina, vengono riconosciuti superiori; ma però, ripeto, nel fatto e nella pratica si avvera il contrario, e questo perchè gli uni sono molto esercitati al mare, gli altri in confronto assai meno.

Per conseguenza io non posso in questa parte che appoggiare gli eccitamenti fatti dal deputato Menabrea perchè si aumentino le campagne di mare proporzionatamente ed in confronto delle altre spese della marina.

Qui non si tratta di aumentare le altre spese in generale, ma solo di dare una proporzione maggiore alle campagne di mare sulle altre spese che per la marina si fanno.

Per conseguenza io appoggio in questa parte la mozione dell'onorevole deputato Menabrea.

**PRESIDENTE.** La parola spetta al deputato Menabrea.

**MENABREA.** Après le discours de monsieur Farina, il me restera peu de choses à dire.

Je ferai seulement observer à monsieur le ministre qu'il a traité la question de la marine en ministre de la guerre; qu'il n'y voit qu'un élément militaire, tandis que, s'il s'était souvenu qu'il est également ministre de la marine, il aurait

observé que la marine d'un Etat a non-seulement pour mission de concourir à la défense du pays, mais aussi de protéger le commerce; et je dirai que dans le discours de monsieur le ministre je n'ai rien entendu, à mon grand regret, qui eut rapport aux intérêts du commerce.

Je désire sans doute que nos bâtiments s'exercent dans les grandes manœuvres de guerre; mais de grandes guerres nous n'en aurons jamais à soutenir, et par conséquent tout ne doit pas être sacrifié à cette prévision. Il ne faut pas oublier que grand nombre de nos nationaux sont répandus sur la surface du globe, et qu'ils ont besoin de voir flotter le pavillon de nos navires de guerre pour être bien assurés qu'ils ont une patrie qui s'intéresse à eux.

Voilà ce que je voulais dire au Ministère: très-probablement ou le Ministère ne m'a pas bien compris, ou bien me suis-je mal expliqué.

Du reste, je n'ai jamais dit qu'il fallait exposer nos bâtiments à se briser sur des côtes et les envoyer braver des mers remplies de périls pour le plaisir de les affronter; j'ai dit uniquement que dans les voyages de long cours, dans les expéditions lointaines, les marins sont appelés à surmonter ces difficultés, ces dangers, ces obstacles qui éprouvent le courage, qui développent l'intelligence, trempent le caractère, et forment, en un mot, des hommes.

Du reste, je vous fais observer qu'on ne peut pas appeler campagnes de mer de simple voyages dans la Méditerranée. Nous voyons que les Anglais considèrent ces voyages comme des excursions de plaisir, et qu'ils les font même avec des simples yachts. En conséquence il ne faut pas croire que tous nos exercices puissent se borner à cela. Certainement ces voyages dans la Méditerranée sont très-propres pour l'exercice de nos marins dans la manœuvre de guerre; mais personne ne voudra contester qu'il faut pousser nos voyages beaucoup plus loin, soit pour le progrès de nos marins dans la science de la navigation, soit à fin de protéger notre commerce dans les régions lointaines.

A ce propos j'observe que monsieur le ministre de la guerre a voulu être facétieux, et il a presque réussi, puisqu'il a excité l'hilarité d'une partie de la Chambre. Il a prétendu que je voulais qu'on envoyât les bâtiments de guerre à la pêche de la baleine.

Sans doute monsieur le ministre n'a pas voulu me comprendre. Je n'ai nullement parlé de bâtiments de guerre à envoyer à la pêche de la baleine; mais j'ai dit que les nations qui veulent avoir des marins éprouvés encouragent cette pêche, et qu'elles envoient même des officiers visiter les parages fréquentés par les baléniers.

Ma proposition est si peu singulière qu'il me suffira de citer l'exemple de la France, qui donne des primes considérables aux marins qui vont à la pêche de la baleine. La France ne fait nullement cela dans un but économique, dans un but commercial; mais elle a surtout en vue l'instruction des marins, qui, lorsqu'ils reviennent de ces expéditions périlleuses, sont des hommes éprouvés et sur lesquels le pays peut compter. Mes paroles n'avaient donc rien de bien singulier.

Le Ministère a cru devoir remercier la Commission de l'accueil qu'elle a fait au budget de la marine; le Ministère n'a nullement besoin de remercier la Commission, qui n'a fait que son devoir. Ce qu'elle a proposé elle l'a proposé dans l'intérêt public; et ceux de ses membres qui ont pris part dans cette discussion n'ont eu d'autre but que celui d'être utiles au pays et jamais celui de flatter le Ministère ou de lui être hostiles. (Bene!)

**PRESIDENTE.** Il deputato Martini ha la parola.

**MARTINI.** Io ripeterò ciò che dissi poc'anzi: se gli onorevoli deputati Menabrea e Farina concludono facendo una proposta di aumento a questa categoria, io voto con essi; ma se loro scopo, come ha detto ultimamente l'onorevole Menabrea, è soltanto di fare sì che alcuni uffiziali della nostra marina siano mandati a servire a bordo di bastimenti esteri, io mi permetterò alcune osservazioni.

Sono ben lontano dal contestare l'utilità anche di questa proposta, ma credo che nell'essere attuale della nostra marina, se si vogliono mantenere le esercitazioni annuali, questa idea non si potrebbe in nessun modo effettuare, perchè il numero di uffiziali che abbiamo è così scarso che basta appena a condurre e dirigere i già troppo scarsi nostri equipaggi. Si va dicendo: diminiteli ancora; ma sapete, o signori, a che corrisponde il dire: diminite ancora il numero dei nostri marinai? Corrisponde al dire: fate sì che, in caso che il paese ne abbisogni, voi non possiate armare i vostri benchè scarsissimi bastimenti.

Io dico che, se diminite ancora il numero dei nostri marinai, ne avverrà che non solo non potrete armare i vostri legni di provetti marinai, che a ciò non bastano nemmeno nel numero presente, ma nemmeno a fare sì che servano a guidare i coscritti cui la necessità ci obbligherebbe di chiamare sotto le bandiere. In ogni modo, se scemate il numero dei marinai per potere coll'economia mandare alcuni uffiziali ad istruirsi, renderete impossibile le campagne annuali in squadra, e quindi priverete d'istruzione sempre il maggior numero dei vostri uffiziali, non formerete i tanto necessari bass'uffiziali, e lascerete incompleta l'istruzione dei marinai medesimi. Giacchè egli è falso il credere che i nostri marinai mercantili, perchè rotti alla navigazione, non abbiano nulla ad imparare oltre il maneggio delle armi. Le manovre dei bastimenti da guerra differiscono da quelle dei mercantili in quanto alla celerità ed uniformità dei movimenti. Certo in pochi mesi un buon marinaio mercantile diventa un buon marinaio da guerra; il più lo ha già fatto; pure questi mesi di esercizi gli abbisognano. Ma giacchè si parla di campagne di mare, ed è venuto in moda d'attaccare da un lato gli uffiziali di marina, e dall'altro l'amministrazione della marina... (*Segni di dinteago*)

**VALERIO.** Noi non abbiamo mai attaccato la marina.

**PRESIDENTE.** Quando il deputato Valerio voglia rispondere all'onorevole Martini, aspetti a prendere la parola appena avrà egli terminato di parlare.

**MARTINI.** Ripeto la mia frase; non ho alcuna ragione di ritirarla.

Dacchè è venuto in moda di censurare completamente e troppo severamente da un lato gli uffiziali di marina, dall'altro il Ministero, mi è grato il comunicare alla Camera cosa la quale è di natura tale da far onore e agli uni ed all'altro, e ciò tanto più che ella si riferisce appunto alla categoria che stiamo discutendo. E perciò soprattutto mi sembra fuori di luogo il mal umore mostratomi dall'onorevole Valerio.

Sì, signori; intendo tributare sia al Ministero, sia al comando della marina il dovuto encomio per un'istituzione nuova, utilissima, e della quale non conosco esempi in altre marine; voglio parlare del bastimento scuola per i mozzi. I risultati già ottenuti fanno troppo l'elogio e di chi ebbe il pensiero di quella istituzione e dei giovani e distinti uffiziali che tanto lodevolmente lo misero in pratica, perchè mi perda in superflui elogi; con piacere però rendo loro questo pubblico omaggio.

Nè parmi ciò possa dispiacere ad alcuno; si è tanto criticato, che deve allegrarvi il sentire che vi è pure qualche cosa da potersi lodare.

Ma si è detto necessario il mandare bastimenti nell'Oceano perchè la navigazione più difficile riesca maggiormente istruttiva. Io non credo molto marittima questa opinione così assoluta, e ritengo che una campagna di mare, delle esercitazioni di squadra fatte nell'Arcipelago greco, siano tutto quello che si possa fare di più difficile e nel tempo stesso di più istruttivo. Si è detto altresì che i nostri uffiziali di marina hanno ben poco navigato. In questo ci è forse qualche cosa di vero per ciò che riguarda i più giovani nostri uffiziali; ma le circostanze in cui si trovava dopo il 1849 il nostro materiale spiegano abbastanza il fatto, e sarebbe, a senso mio, ingiustissimo di generalizzare l'accusa.

La maggior parte degli uffiziali della marina nostra, i nostri uffiziali superiori hanno navigato come gli uffiziali di qualunque altro paese; ed all'esempio che si citò della marina inglese io potrei rispondere di avere viaggiato con un giovane e distinto uffiziale inglese il quale a 22 anni era capitano di vascello.

Ebbene, quegli certamente non poteva in allora avere molto navigato. D'altronde dai regolamenti inglesi si rileva che pochi anni di navigazione bastano a dare il diritto a gradi eminenti. Che se poi si riflette al numero sterminato di uffiziali che compongono la marina britannica e comparativamente al piccolo numero dei bastimenti in arme, si vedrà che gli uffiziali inglesi in media non hanno a gradi eguali maggiori anni di navigazione.

Del resto poi, la somma stanziata in questa categoria, che io pure riconosco piccola, non lo è poi tanto quanto lo può sembrare a prima giunta. Convieni notare che gli armi da noi costano meno, o sembrano costare meno, in quanto che la sproporzione del soprassoldo d'imbarco colla paga normale del marinaio non è da noi così grande come in altri paesi. Nè si fanno leve straordinarie per questi armi; ma si fanno con quel numero di marinai permanente che rimane in servizio dello Stato.

Ma poichè mi si oppone d'ignorare il principio di questa discussione perchè assente, mostrerò alla Camera di averla letta. Si è detto che la marina è oggi in piena decadenza, e questo decadimento si è voluto rimproverare al Governo. Mi pare in questo rimprovero si sia peccato di soverchia severità ed inesattezza. Forse si può rimproverare il Governo di non averla aiutata e ripristinata così completamente, come la maggioranza della Camera desiderava. Sin qui io mi associerei alle fatte censure. Ma il di più non saprei ammetterlo. Questa sentenza era giusta nel 1849; allora la nostra marina era realmente nell'estrema miseria.

Ma da quel tempo non ha ella forse migliorato? Chi può negare che ella non si trovi in migliori condizioni? Forse gran parte del suo materiale non è stato riparato? Nuovi bastimenti non furono acquistati? E queste campagne annuali di cui si parlava non mostrano forse almeno ai forestieri che noi abbiamo una marina?

E qui voglio notare, a proposito di quanto testè diceva l'onorevole deputato Menabrea, che questi apparati annuali di forza navale valgono a proteggere il nostro commercio: perchè diffatti come mai in tempo di pace la marina militare protegge la commerciale se non col mostrarsi pronta e valevole a difenderla? Non voglio con ciò dire che a questo solo si limiti l'uffizio di una marina di guerra in faccia ad una mercantile; certo ella deve iniziare viaggi che i mercantili poi seguono con profitto. Io intanto, a quelli che dicono la ma-

rina esser oggi peggiore che mai, rispondo di avere veduto in Cagliari tale bastimento a vapore che nulla può invidiare, sia per la sua costruzione, sia per la tenuta e per la pulizia dell'equipaggio, ad altra qualsiasi nave straniera; di avere veduto a Genova pronta a far vela una corvetta la cui alberatura ed attrezzatura non temono confronti, ed un brick perfettamente armato, e la fregata *Euridice* atta ad armarsi, nonchè due grossi vapori acquistati a Londra. Ora tutto ciò non lo avrei veduto nel 1849. Mi pare dunque male scelto il momento per dichiarare l'assoluta decadenza della nostra marina.

Ben miglior consiglio sarebbe il chiamare l'attenzione del Governo e della Camera sulla crisi imminente che aspetta la marina, cioè quella che risulta dalla cessione della darsena di Genova al commercio. E la chiamo crisi perchè appunto può volgere al bene od al male della marina, secondochè lo arsenale che si vuol erigere alla Spezia sarà o no capace dello scopo cui lo si destina, secondochè il Governo seriamente, efficacemente si adoprerà onde creare alla nostra marina un nuovo e miglior nido.

A questo scopo io vorrei che il signor ministro della marina dicesse alla Camera, al paese ed anche agli ufficiali di marina (i quali, non bisogna nascondere, sono in una incertezza assoluta sul loro avvenire), che dichiarasse francamente, come è nel carattere del signor ministro, in modo di non lasciare dubbio quale sia la vera mente del Governo per riguardo a questo importantissimo affare; e s'impegnasse a presentare alla Camera tale progetto di legge che, per l'importanza dei fondi che chiede e per le costruzioni conseguentemente che propone, valga a togliere ogni dubbio a questo proposito e ad assicurare nel tempo stesso realmente l'avvenire della marina nazionale.

Io spero che il signor ministro accoglierà la mia preghiera, e la sua dichiarazione sarà tale quale l'attendo dalla sua franchezza ed amore per la marina.

**PRESIDENTE.** La parola spetta al deputato Mellana.

**MELLANA.** L'onorevole Valerio cedendomi il suo turno di parola, dichiaro anzitutto che non intendo di rispondere all'ultima parte del discorso dell'onorevole Martini; esso non era presente alla discussione che ebbe luogo nella Camera negli scorsi giorni, e fu fatta per lui un'eccezione nel lasciarlo ritornare su ciò che si era già discusso...

**PRESIDENTE.** Mi scuserà. Questo non si era discusso.

**MELLANA.** Accenno all'ultima parte del suo discorso.

**PRESIDENTE.** Il deputato Martini ha parlato delle campagne di mare.

**MELLANA.** Ma sotto questo pretesto entrò nel campo della discussione generale.

**PRESIDENTE.** Mi scusi. Questo è un rimprovero fatto al presidente, che io non credo di meritare.

Il deputato Martini ha parlato delle campagne di mare, senza discutere specialmente di altre categorie; ed ha fatto come usano tutti i deputati i quali, quando prendono la parola sopra una categoria, entrano sempre a trattare della questione generale.

Questo è un uso che è sempre invalso, nè il deputato Martini si è in ciò scartato da quanto fanno gli altri. Se il presidente volesse vietare ai deputati di toccare alla discussione generale, ogniquale volta parlano sopra una categoria, per certo gli oratori si troverebbero chiusi in troppo stretto limite.

**MELLANA.** Non è punto mio intendimento di biasimare questo retrospettivo discorso; ho solo fatta questa osservazione affinché non venisse accagionata la Commissione del

su silenzio in proposito. Noi non rispondiamo, non perchè ci manchino ragioni a confutazioni, ma perchè la confutazione a questi argomenti l'abbiamo fatta ampiamente negli scorsi giorni.

Il motivo per cui ho creduto domandare la parola si è primieramente per rispondere una volta per sempre a quanto si dice, che la Commissione abbia attaccato ed il ministro della marina e la marina stessa. Altamente lo ripeto: il principio unico che ha guidato la Commissione nei lunghi studi che ha fatto su questo bilancio è appunto per il molto amore che essa tiene alla marina; essa ha considerato che allo stato delle nostre finanze era impossibile convincere la nazione della necessità di sopperire a maggiori spese per la marina, se noi con una lunga e grave discussione non dimostrassimo alla nazione come era necessario, indispensabile che si aumentassero le nostre forze di mare nello stesso modo che si è aumentata la nostra forza di terra, nello stesso modo che hanno preso incremento le altre flotte del Mediterraneo; intendendo parlare delle potenze di second'ordine. E qui mi giova rispondere al paragone che sempre si pone innanzi fra l'antico nostro navilio e l'attuale, che per tenerci su questo parallelo è pure necessario di porre mente allo sviluppo che da quell'epoca ai giorni che corrono si è dato all'esercito di terra.

Ora io dico che, per l'importanza di nostra posizione, per politiche considerazioni essendosi aumentata la nostra forza di terra, giova alla nostra posizione l'aumentare egualmente quella di mare; e noi, convinti di questo estremo bisogno, abbiamo voluto che dietro grave discussione il paese si adattasse a sopperire alle spese che occorressero.

Risponderò poi contemporaneamente a due osservazioni fatte dall'onorevole deputato Martini: l'una fatta nel primo, e l'altra nell'ultimo discorso. Io, già fin da quando prima-mente aveva parlato, voleva domandare la parola.

Egli ha espresso il pensiero che questa Camera fosse poco propensa alle cose di mare, fino al punto che venne per il primo con una sua relazione a chiamare l'attenzione della Camera e del paese sulle riforme ad introdursi nella marina.

**MARTINI.** Chiedo di parlare per un fatto personale.

**MELLANA.** Nel suo secondo discorso poi egli dice che d'allora in poi è venuto di moda di combattere l'amministrazione della marina ed il ministro che la regge.

Fra coloro che siedono al banco della Commissione, osservi bene l'onorevole Martini, non vi è alcuno che prenda legge dalla moda. (*ilarità*)

Come oggi non vi sono qui detrattori della nostra marina, così respingo l'idea la quale tenderebbe a far credere che, prima che l'onorevole Martini elaborasse la sua relazione sulla marina, non vi fossero fra noi uomini che sentissero vivamente il bisogno in cui trovasi il nostro paese di dare incremento alla propria marina.

Corrispondendo al pensiero italiano, sappiamo che ci corre debito di dovere spiegare sui mari italiani, quanto amati, altrettanto potenti i tre colori italiani. Sappiamo che, se su terra le nostre forze non potranno pareggiare di numero quelle dei nostri nemici, la nostra flotta non può però considerarsi seconda ad alcun'altra di coloro che hanno regno in Italia.

Noi eravamo dunque ben convinti della necessità di dare incremento alla nostra marina molto prima che l'onorevole Martini ce l'avesse accennata; ed oggi che siamo stati chiamati dal voto della Camera a fare una relazione in proposito, abbiamo voluto che questa necessità, questa convenienza fos-



sero tratte in discussione, e l'abbiamo fatto non per criticare lo stato in cui trovasi oggidì la marina, non per criticare il Ministero, ma per dare al Governo (il quale pare non abbia inteso il vero spirito della Commissione) una forza morale che possa essergli d'appoggio nel fare quanto occorre per rendere e mantenere forte e valida la nostra marina.

Se noi, commissari della Camera, saremo giunti a provare al paese la necessità in cui esso si trova di svolgere le sue forze di mare, avremo dato al Governo la forza morale per venire nel nuovo bilancio a chiedere dei sacrifici, quei sacrifici che sono necessari per portare questa marina al grado in cui la nazione la desidera.

**PRESIDENTE.** La parola spetta all'onorevole Martini per un fatto personale, al quale lo prego di attenersi.

**MARTINI.** Non accetto per nulla i rimproveri dell'onorevole preopinante.

Non è mai stato mio pensiero di dire che io pel primo chiamassi l'attenzione della Camera su questo importantissimo servizio dello Stato; la mia memoria mi dice di non averlo detto; certo tale almeno non era la mia intenzione. Mai in ogni ipotesi vorrei dire alla Camera simile cosa. Ciò che era mio intendimento, che credo di avere detto, e parlando non alla Camera, ma all'onorevole Menabrea, avente rapporto non alla questione generale, ma ad una specialissima, a quella dei piloti, si è che mi era grato l'udire un onorevole e distinto oratore sostenere un'opinione la quale, esposta per la prima volta da me, non aveva trovato seguaci. Mi felicitava pertanto che quest'anno avesse proseliti, e mi augurava ne facesse altri nella Camera. E come non accetto questa prima parte dei rimproveri dell'onorevole Mellana, neppure accetto la seconda, perchè egualmente immeritata.

Egli mi rimprovera di avere detto essere divenuto questione di moda l'attaccare la marina. Gli risponderò solo non avere diretto questo rimprovero ad alcuno in ispecial modo, e molto meno alla Commissione. Dissi e ripeto che tanto dai banchi della Camera, come forse da quelli del Ministero, si erano dette parole troppo amare, e che mi sembravano eccessive; ora aggiungerò che, per esempio, sul conto degli uffiziali della nostra marina, si è detto cosa che io, trovando troppo severa, intendeva raddolcirne l'effetto.

Da una parte adunque volli prendere un po' la difesa di quegli uffiziali, e dall'altra moderare per quanto poteva i non sempre giustificati attacchi che si dirigono contro l'amministrazione della marina.

Ripeto adunque all'onorevole Mellana che non accetto per nulla i rimproveri che egli ha voluto dirgermi, giacchè nessuno può lagnarsi di ciò che ho avuto l'onore di esporre poc'anzi alla Camera.

**SALMOUR, relatore.** L'onorevole Mellana mi dispensa dal dire quanto aveva in mente per respingere e per la Commissione e per la Camera tutti i rimproveri che egli sembrava volesse fare loro. Dal momento che egli ha spiegato il suo pensiero, non ho più nulla dire.

**MARTINI.** Domando la parola. (*Mormorio*)

**SALMOUR, relatore.** E per verità parmi di poter dire che nella relazione della Commissione, nella quale essa ha espresso le sue opinioni non vi è espressione che possa meritare il rimprovero dell'onorevole deputato Martini.

Poichè ho la parola, vorrei poi fare una semplice domanda al signor ministro della marina riguardante le campagne di mare. Sono convinto che, anche senz'aumentare pel momento le spese a quest'oggetto, ci sarebbe forse un mezzo di dare maggiore utilità a siffatto genere di evoluzioni, eccitando l'emulazione dei militari.

Nel regolamento di disciplina annesso alle istruzioni provvisorie pel servizio della marina è stabilito che, dopo una campagna di mare, i comandanti dei legni debbano essere sottoposti all'esame di una Commissione, onde rendere conto del loro operato. Io domando semplicemente al signor ministro se questo si faccia, e, nel caso affermativo, se si renda pubblico, almeno con un ordine del giorno, alla marina il risultato di questo esame.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** La burrasca cresce, ed intanto questa povera categoria non può entrare a salvamento. Al punto in cui la questione si trova parmi non possa illuminare nè punto nè poco la Camera protraendola; io dunque mi limiterò a rispondere all'interpellanza che mi muoveva l'onorevole deputato Martini, e poi a quella che mi faceva or ora l'onorevole relatore.

L'onorevole deputato Martini ci comunicò avere egli letto con molta attenzione tutto quello che si è detto su questo bilancio, mentre egli era assente; io temo che pur troppo gli sia mancato qualche foglio del rendiconto che ebbe a scorrere, imperocchè altrimenti avrebbe riconosciuto che nella discussione non una, ma ben due volte, io, come pure il mio collega il ministro delle finanze, abbiamo dichiarato (anzi io ho ringraziato il deputato Valerio dell'appoggio che ci voleva dare nel sostenere questa questione) essere nostra opinione che il trasporto dell'arsenale alla Spezia avesse a considerarsi come una questione di vita o di morte per la marina.

Abbiamo formalmente dichiarato essere nostro fermo intendimento operare questo trasporto e dare al nuovo stabilimento tutto quello sviluppo che si richiede naturalmente per un'amministrazione importante e così delicata.

Passo ora a rispondere al relatore della Commissione. Egli ha citato un articolo del regolamento di disciplina che è così concepito:

« Il capo dello stato maggiore suddetto farà il rapporto di ogni cosa al comandante in capo della marina, il quale ordinerà la convocazione di un Consiglio sotto la sua presidenza, composto del capo dello stato maggiore, relatore, e di un ufficiale superiore della marina di grado almeno eguale a quello dell'ufficiale la cui condotta viene esaminata, oltre il presidente. »

Pare che il relatore della Commissione interpreti quest'articolo del regolamento in modo assoluto, cioè che ogni qual volta un bastimento arriva si abbia sempre a sottoporre ad un Consiglio di disciplina. Io credo, almeno finora si è così interpretato, che non si debba sottoporre al Consiglio di disciplina, se non quando dal rapporto si possa dubitare che vi sia stata negligenza, o sia succeduto qualche disordine, insomma che faccia bisogno di qualche provvedimento disciplinare. Tanto è vero che così si praticò che avvenne, ora sono pochi giorni, che un bastimento giunto da un lungo viaggio, trovandosi con un rapporto non abbastanza soddisfacente, si è sottoposto ad un Consiglio di disciplina, ed il Consiglio ha pronunziato; e siccome ha fatto anche rimprovero a qualche ufficiale, questo rimprovero è stato inserito nientemeno che sulla matricola.

Vede dunque che questa non è una pura formalità. Che se poi si venisse ad interpretare il regolamento nel modo che intese il relatore della Commissione, io temo che la cosa si ridurrebbe ad una semplice formalità, e che in tal caso sfuggirebbero molto più facilmente i rimproveri e quelle altre misure di rigore che sono necessarie. Che se questo si mantenesse esclusivamente per i casi gravi, allora io sono certo che i Consigli agiscono anche con maggior energia.

Questa almeno è la mia opinione; del resto io farò esaminare ove si stimi che assolutamente si debba, anche quando non accadano inconvenienti di disordini, sottoporre al Consiglio di disciplina.

**FAHINA PAOLO.** Benchè non vi sia dissenso in massima fra me e l'onorevole Martini il quale dichiarò che, se si trattasse di aumentare questa categoria, egli era del parere che si dovesse estendere; tuttavia io non voglio lasciar passare senza qualche risposta ciò che egli ha osservato relativamente alla marina inglese, che, cioè, in essa dopo due soli anni di navigazione un individuo sia stato promosso al grado di capitano di vascello.

Che nel sistema aristocratico rappresentativo inglese si facciano delle eccezioni a favore di qualche individuo di grande famiglia, questo non prova che la marina inglese non navighi molto, ed assai più della nostra; perciò la specialità dell'esempio non calza alla generalità della proposizione.

Non credo neanche che si possa stabilire il preteso equilibrio fra le altre categorie del bilancio e la spesa per le campagne di mare della nostra marina, dicendo che la tenuità della spesa di tale categoria dipende dalla tenuità dell'aumento di stipendio che hanno gli ufficiali quando navigano, mentre, anche ammessa questa tenuità di stipendio, la categoria delle campagne di mare nel nostro bilancio di marina è estremamente tenue, nè la pochezza dell'aumento degli stipendi in caso di navigazione ristabilisce l'equilibrio che si ravvisa nei bilanci delle altre nazioni.

**PRESIDENTE.** Il deputato Martini ha la parola.

*Voci.* Ai voti! ai voti!

**PRESIDENTE.** Domanderò se la chiusura è appoggiata.

(È appoggiata.)

Essendo appoggiata la pongo ai voti.

(È approvata.)

Non essendo stata fatta alcuna proposizione nè in più, nè in meno, metterò ai voti la categoria 20 nella somma proposta dal Ministero e dalla Commissione in lire 183,058 05.

(È approvata.)

Categoria 21, *Noliti, trasporti, indennità di via e vacanze*, proposta dal Ministero e dalla Commissione in lire 18,476.

**SALMOUR, relatore.** Mi sembra che il Ministero abbia fatta la riserva di proporre un aumento per il trattamento di tavola dei due ufficiali che si possono imbarcare sui legni della società Rubattino.

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** Mi sembra inutile, poichè questi ufficiali non si mandano che ove si riconoscessero delle irregolarità nel servizio, e qualora ciò avvenisse il Ministero potrà supplire sul complesso della categoria.

**PRESIDENTE.** Se non vi è alcuna opposizione, pongo ai voti questa categoria.

(È approvata.)

Categoria 22, *Pane e viveri*, proposta dal Ministero in lire 540,564 86, e ridotta dalla Commissione di lire 81,269 60, e così portata a lire 459,095 26.

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** Faccio osservare che la Camera, avendo determinato che i bagni continueranno ad essere sotto l'amministrazione del Ministero della marina, questa riduzione non può più aver luogo.

**PRESIDENTE.** Se non vi sono opposizioni, porrò ai voti

questa categoria nella somma proposta dal Ministero in lire 540,564 86.

(La Camera approva.)

Categoria 23, *Corpi di guardia, casermaggio ed illuminazione*, proposta dal Ministero in lire 58,318 76 e ridotta dalla Commissione a lire 37,189 58.

La Commissione intende ella recedere dalla proposta riduzione?

**VALERIO.** Farò osservare che a pagina 65 del bilancio trevo per l'arsenale di Villafranca e pel palazzo di marina indicati due corpi di guardia che sono soppressi. Non faccio con ciò veruna proposta di soppressione, perchè questa economia risulterà poi dalle spese generali; mi contento solo d'indicarla.

**PRESIDENTE.** Pongo ai voti la categoria 23 nella somma dal Ministero proposta.

(La Camera approva.)

Categoria 24, *Fitti di case, alloggi ed altre indennità*, proposta dal Ministero in lire 15,568, e ridotta dalla Commissione in lire 12,468.

La Commissione persiste nella sua riduzione?

**SALMOUR, relatore.** La Commissione limiterebbe la sua riduzione a lire 900.

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** Il Ministero accetta.

**VALERIO.** Quando si prese a discutere questo bilancio, nell'anno scorso si votò una riduzione sopra questa medesima categoria, in vista degli alloggi che venivano concessi nel padiglione di San Tommaso. Nel seno della Commissione si rinnovò pure attualmente la medesima proposta, ed io invitava il signor relatore a voler muovere rimprovero al Ministero per non aver tenuto conto della votazione fatta dalla Camera. Ora però io non rinnovo questa proposizione, poichè fui dal signor relatore assicurato che il padiglione di San Tommaso sarà demolito per cagione della strada ferrata e così si perdonano tutti quegli alloggi che erano illegalmente occupati, e non può più aver luogo colà la traslocazione dell'azienda.

Del resto anche qui, come sopra tante altre questioni, domina la grande questione del traslocamento alla Spezia, perchè se si trasloca la marina alla Spezia, è inutile traslocare l'azienda.

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** L'onorevole Valerio ha ricordato avere altra volta proposta una riduzione sul fitto del locale dell'azienda. Questo fatto è verissimo; solo osserverò che non si fu nel bilancio dell'anno scorso che accadde, ma bensì in quello del 1851, alla quale epoca infatti la Camera votò una riduzione, e il ministro immediatamente diede ordine agli ufficiali del Genio per veder modo di effettuare il traslocamento dell'azienda. Ma, osservata la natura del locale di San Tommaso, venne riconosciuto che il traslocamento avrebbe costato una somma ingente. Vennero poi vivissimi reclami per parte di tutto il commercio di Genova, il quale, avendo costantemente a fare coll'azienda della marina, sarebbe stato incagliato moltissimo se essa, invece di essere in casa Rayper, cioè vicino al porto e alla Borsa, fosse nel palazzo San Tommaso, che si trova ad una delle estremità di Genova: venne quindi conservata l'azienda nell'antico locale, e il Ministero nell'anno seguente, esposti i motivi per quali non aveva mandato ad effetto la presa risoluzione, chiese una specie di *bill* d'indennità che la Camera accordava.

**PRESIDENTE.** Il deputato Valerio non fa alcuna proposta?

**VALERIO.** Io non fo proposta alcuna, per le ragioni che ho testè esposte.

**PRESIDENTE.** Allora il Ministero e la Commissione essendo d'accordo sulla somma di lire 12,768, se non vi sono opposizioni si intenderà approvata.

(È approvata.)

Categoria 25, *Spese d'ufficio diverse*, portate dal Ministero e dalla Commissione in lire 5700.

(È approvata.)

Categoria 26, *Mano d'opera lavori dell'arsenale e cantiere*, portata dal Ministero in lire 253,027 50 e ridotta dalla Commissione a lire 209,211 50, colla differenza in lire 43,816.

Chiedo al ministro se accetta la riduzione.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Io inviterei il signor relatore, che sarà più in grado di quello che io non sia, essendo egli stato espressamente a Genova per istudiare la cosa e portarne giudizio, a dirmi se gli ufficiali di marina, con cui egli avrà conferito, non hanno espressa l'intenzione quando sarà finito il raddobbo al *San Michele* di far entrare nel bacino di carenaggio il *Desgeney's*, e se venissero a riconoscere l'utilità di raddobbarlo e di applicargli l'elice, come disse il signor relatore.

**SALMOUR, relatore.** No, non ho detto questo.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Nella sua relazione contempla anche il caso in cui si possa applicare l'elice alla fregata il *Desgeney's*.

Qualora ciò succedesse io trovo che, se si mettesse nel bacino di carenaggio la fregata, e dopo venisse deliberato di raddobbarla, mancherebbero poi i fondi e che starebbe inoperosa; motivo per cui io credo che sarebbe più conveniente conservare le 45,000 lire state tolte.

**SALMOUR, relatore.** Debbo dare alcune spiegazioni alla Camera sulla questione del raddobbo *Desgeney's*.

La Camera rammenta che nel 1851 tale questione fu ampiamente sviluppata nel suo seno; che il ministro della marina, il quale era allora l'attuale presidente del Consiglio, disse che non sarebbe più fatta proposta di raddobbo nè pel *Desgeney's*, nè pel *Beroldo*, senza che prima si mettesse il legno a terra per sottoporlo ad un minuto esame. Siffatto esame non ha avuto luogo, e perciò la vostra Commissione non si è creduta in grado di potervi proporre questo raddobbo.

Vi erano poi alcuni altri motivi per soprassedere che accennerò brevemente: 1° che la spesa di questo raddobbo era di gran lunga superiore a quanto si era calcolato nel 1851; 2° che le condizioni, direi, del sistema navale sono in certo tal qual modo cambiate, e al giorno d'oggi si è stabilito in Inghilterra come massima, che quando si procede ad un raddobbo generale, qualora lo scafo del bastimento sia tale da poter ricevere un elice, quest'elice vi s'introduca.

Inoltre, la condizione del raddobbo non si trovava più la stessa che nel 1851, cioè la spesa non era più semplicemente di 200,000 lire che si domandavano allora, ma si di 260,000 pel semplice raddobbo e di 570,000 lire qualora si trattasse dell'introduzione dell'elice, e di 762,000 lire coll'introduzione delle macchine sussidiarie.

Quando verrà in discussione la questione della convenienza del raddobbo, prima bisognerà discutere di questa. È vero che il Governo ha presentato un calcolo, ma non ha stabilito ancora questa convenienza, la quale non risulta almeno sufficientemente provata. Dopo questa viene la questione dell'elice che muterà ancora la condizione delle cose.

Ammissa la convenienza dell'introduzione dell'elice, rimarrà ancora a discutere del piano organico. Si tratterà di sapere, cioè, quale è il sistema che vorrà introdurre il Governo; se egli, cioè, intende di avere dei legni a vela o legni con macchine sussidiarie, nel quale ultimo caso probabilmente per una vecchia fregata che abbia venticinque anni di vita, come è il *Desgeney's*, ammissa anche la convenienza del suo raddobbo, sarebbe preferibile il raddobbarla, e lasciarla semplicemente a vela. Se invece il sistema del Governo è di avere semplicemente legni misti, allora risulta la necessità d'introdurre l'elice, e converrebbe pure introdurlo nel *Desgeney's*. Vede adunque la Camera che la Commissione non poteva proporre questo raddobbo, come infatti non lo ha proposto, e viene anzi a sollecitare la Camera perchè rifiuti questa somma.

Quanto poi a lasciarsi la somma a disposizione del Governo per poter fare questo raddobbo, qualora venisse trovato conveniente, io non lo credo opportuno.

Io non istimo che il *San Michele* possa essere ultimato pel mese di luglio o d'agosto, e di ciò vado tanto più convinto se fortunatamente si riesce ad introdurre l'elice. Questa questione fu già studiata dal Governo, il quale in una prima perizia fu persuaso da un ingegnere distintissimo non potersi operare quest'introduzione, atteso che si voleva introdurre una macchina di forza maggiore. Ma al giorno d'oggi, dopo nuovi studi, si spera di poter introdurre una semplice macchina sussidiaria, il che sarebbe di grandissima utilità, e se vi fosse modo da far constare al Governo che ciò realmente si possa fare, io non dubito, ed in particolare io lo desidero, che il Governo verrà domandando un credito supplementare per poter fare questa spesa che è indispensabile. Ciò facendo però, reputo difficile che nel corrente anno si possa realmente disporre del bacino di carenaggio. Quindi insisto perchè si dia un'altra disposizione a questa somma.

In quanto alla convenienza del raddobbo del *Desgeney's*, io nel mio particolare faccio fondamento sull'opinione di ufficiali distintissimi di marina che mi persuasero essere quest'opera conveniente. Ma insisto perchè il Governo faccia procedere al più presto possibile all'esame di questo progetto, perchè noi abbiamo tristissimi esempi nella nostra storia marittima di navi che furono distrutte quando erano buonissime. Si era dato, per esempio, l'ordine di demolire la *Regina*, e mentre si stava attendendo a questa demolizione si riconobbe che la fregata si ritrovava in ottime condizioni. Si scriveva in quel frangente a Torino, ma essendosi replicato lo stesso ordine, quell'eccellente fregata veniva disfatta. Potrei anche arrecare l'esempio del *Carlo Felice*. Ora, poichè abbiamo nella nostra storia marittima simili fatti, è d'uopo procedere molto cautamente.

Persisto adunque nel proporre che si rifiuti al Governo questa somma di 400,000 lire, e che si faccia della medesima l'uso che la Commissione propone, riservandomi di dare più ampie spiegazioni quando saremo giunti alla categoria delle costruzioni.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Il ragionamento fatto dal relatore della Commissione e più ancora l'esempio che ha citato mi provano sempre più la convenienza che vi è di lasciare a disposizione del Governo i fondi di cui si tratta. Egli ha ricordato che, mentre si procedeva alla demolizione di una fregata, si riconobbe che essa era buona e che ciò non ostante venne demolita in esecuzione degli ordini spediti da Torino.

Risponderò che, se si è demolito questo bastimento, egli è precisamente perchè la visita che se n'era fatta non erasi

eseguita a dovere, ed io ho inteso dagli ufficiali della marina che non si può pronunciare un'assoluta sentenza riguardo ad un bastimento se non lo si tira in terra. Ora, non ostante tutti gli eccitamenti della Commissione e specialmente del relatore, come possiamo noi visitare tutti questi bastimenti senza tirarli a terra?

Non vi è più la convenienza di tirarli alla foce, perchè abbiamo un bacino che ci dispensa da questa operazione e vi supplisce.

Parmi adunque assai più naturale che si finisca il *San Michele* e si tiri nel bacino il *Desgeney*s per visitarlo; l'esempio stesso citato della fregata la *Regina* mi convince sempre più della necessità che quest'esame debba aver luogo colla dovuta regolarità.

**MELLANA.** Mi pare che la questione sia semplicissima. L'onorevole relatore sembra essere dell'opinione che si debba bensì, come desidera il signor ministro, prima di decidere, fare una visita al *Desgeney*s; ma vorrebbe che la Camera si riservasse di decidere se voglia o no accordare i fondi, dopo studi compiuti. Se noi invece stanziassimo già fin d'ora, come sarebbe desiderio del signor ministro della marina, la somma in bilancio, sarebbe lo stesso come dire che la Commissione ha fatto presente al ministro di non passare a deliberazione definitiva in merito al *Desgeney*s se prima non fa gli studi e la visita necessaria, ma che gli dà nello stesso tempo un mandato. La questione sta in ciò: e ben si vede quale aperta contraddizione sia in essa; se non si accordano ora le 42,000 lire, sta in fatto che il Governo deve far tirare nel bacino il *Desgeney*s, ordinarne la visita, e che una volta conosciuta la necessità e l'opportunità del raddobbo, dovrà ancora presentarsi a chiedere i fondi necessari alla Camera, la quale dietro questi studi si riserva di pronunciare il suo ultimo giudizio, e di dare o no la somma richiesta. Se invece si stabilisce fin d'ora questa somma in bilancio, la questione cangia d'aspetto; il Governo, avvisato dalla Commissione, dovrà bensì prima deliberare definitivamente in merito al raddobbo del *Desgeney*s, ma quando avrà compiuti questi studi, senza più ricorrere al voto della Camera, può procedere all'opera.

Ecco la questione quale si presenta. Per me (ora non parlo come membro della Commissione) quando il Ministero dichiarasse che terrà conto delle osservazioni della Commissione, e dichiarasse nello stesso tempo che, mantenendosi questa somma in questa categoria, esso riceverà una somma eguale nell'ultima categoria di questo bilancio per la nuova fregata, io non dissentirei dal dare questo mandato al Governo per dimostrare il mio grande desiderio che si operi; imperocchè veggio anch'io che, seguita la visita del *Desgeney*s, ove veramente gli uomini dell'arte avessero dichiarato opportuno questo raddobbo, un più gran prolungo potrebbe essere dannoso.

Io adunque non dissentirei, dietro appaganti dichiarazioni che ho domandato al Ministero, di accordargli questa somma, essendo sempre stata mia intenzione di cercare ogni mezzo di rialzare la nostra marina e non arrecare inciampi al Governo.

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** L'onorevole deputato Mellana consentirebbe a mantenere in questa categoria la somma chiesta pel raddobbo del *Desgeney*s, purchè non si detraesse eguale somma nella categoria della nuova fregata; ma in verità, come ministro delle finanze mi credo in obbligo di oppormi a questo aumento.

Mi duole di essere ridotto a fare questa parte, pure è mio

stretto dovere di non acconsentire ad un soverchio aumento del bilancio.

Non mi pare che vi sia urgenza nel raddobbo del *Desgeney*s, e reputo che senza inconvenienti di sorta questa operazione si possa rimandare all'anno venturo, mentre penso colla Commissione che sia opportuno il dare opera alla costruzione della fregata tanto che si possa giudicare dell'esito della nuova, cosa che avrà luogo fra pochi mesi, perchè il lavoro è già progredito abbastanza da rendere possibile un giudizio. Sarebbe, a mio avviso, molto più opportuno il dare opera alla costruzione della nuova fregata con alacrità e sollecitudine che il raddobbo del *Desgeney*s ed il *Beroldo*. Io penso che, se si adotta il sistema di traslocare la marina alla Spezia, forse si potrà di questi due legni trarre una grandissima utilità senza spendere ingenti somme intorno ad essi, e che quei danari che a ciò s'impiegherebbero saranno molto più proficui se si spenderanno attorno ad una o due nuove fregate ad elice fatte con tutti i perfezionamenti di cui è suscettibile attualmente l'arte delle costruzioni navali.

**MELLANA.** Io dichiaro che dopo queste spiegazioni sono pienamente d'accordo col signor ministro.

**PRESIDENTE.** Non essendovi opposizioni, porrò ai voti la categoria 26 nella somma proposta dalla Commissione di lire 209,211 80.

(È approvata.)

Categoria 27, *Mantenimento degli allievi macchinisti in Londra*, proposta dal Ministero e dalla Commissione in lire 9733.

(È approvata.)

Categoria 28, *Riparazioni ai fabbricati marittimi e sanitari*. Il Ministero propone e la Commissione mantiene la somma di lire 41,060.

(È approvata.)

Categoria 29, *Materiali diversi per la regia marina*. Il Ministero propone e la Commissione mantiene la somma di lire 656,539.

(È approvata.)

Categoria 30, *Casuali*. Il Ministero propone la somma di lire 18,200 e la Commissione la riduce a lire 12,000, con un risparmio di lire 6200.

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** Il ministro delle finanze molto a malincuore è costretto a combattere la proposta riduzione di lire 6200. La categoria dei *Casuali* deve sopperire a tutte le spese imprevedute di questo bilancio, il quale non si estende solo alle spese della marina, ma pure a quelle di molte altre amministrazioni, come, ad esempio, dei porti e spiagge, della sanità e dei bagni.

**MELLANA.** La spesa dei porti e spiagge è stata tolta.

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** Ma il personale è mantenuto.

**VALERIO.** Si è portata sul bilancio dei lavori pubblici.

**CAVOUR, presidente del Consiglio e ministro delle finanze.** È soppressa la parte materiale, ma è mantenuto il personale.

Il ministro è assediato da domande di sussidi per parte di marinai e per parte degli antichi impiegati dell'amministrazione civile e dell'amministrazione militare. Oltre di ciò si trova poi in una condizione tutta speciale.

Si sta operando una riforma radicale nell'amministrazione della sanità marittima; si è perciò rimandato un numero considerevole di persone. Per alcune si potrà provvedere per mezzo di pensioni, ad altre bisognerà accordare dei sussidi.

Nell'anno scorso al sussidio da darsi nel dispensare queste persone dal servizio si poté provvedere coi fondi che rimanevano disponibili in quel bilancio; ma anche nel 1855 bisognerà pur accordarne qualcuno a queste povere persone che non hanno ancora trovato a collocarsi. Essi sono per la maggior parte facchini, guardie di sanità e simili: e quelli che non hanno ancora un numero sufficiente d'anni per ottenere la giubilazione, se non troveranno lavoro, ricorrono al Governo per sussidi, e certamente non è intenzione della Camera che questi sussidi si neghino.

Io per conseguenza prego la Commissione a non mostrarsi tanto severa ed a recedere dalla sua proposta di riduzione.

**VALERIO.** Io combatto tutti i casuali dei vari dicasteri, non è quindi da maravigliarsi, se anche sopra questi la Commissione ha fatta una diminuzione; anzi sugli altri bilanci spero che presenterà pure le stesse riduzioni.

Se questi casuali fossero destinati a sollevare i casi di miseria, il male non sarebbe così grande; quantunque i danari stanziati per le amministrazioni non debbano essere spesi in beneficenze, alle quali provvedono le opere pie del nostro paese. Ma pur troppo qualche volta i danari stanziati per questi casuali si danno a chi ne ha meno bisogno.

Non voglio qui alludere particolarmente a questo dicastero; ma la Commissione del bilancio conosce dei casi in cui somme egregie tratte dai casuali vennero versate in mani che certamente non avevano il più gran bisogno.

Farò osservare d'altronde che nell'anno scorso la Camera dei deputati diminuì d'un terzo i casuali del bilancio del Ministero di grazia e giustizia: nè per questo ci siamo accorti che il servizio della magistratura abbia in qualche modo sofferto.

Io sono quindi del parere che meno si lascia all'arbitrio dei signori ministri, e tanto migliore sarà la condizione loro, perchè, se rimangono queste categorie così late, le domande di sussidi sopra i casuali saranno molto copiose, quindi il tempo ch'essi impiegherebbero nell'utile della nazione e nell'interesse dell'amministrazione sarebbero costretti ad impiegarlo nel sentire le domande di questo o di quell'altro. Perciò, nell'interesse delle finanze, nell'interesse del servizio e nell'interesse speciale dei signori ministri, io domando che sia mantenuta la proposta di riduzione della Commissione.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Se il deputato Valerio potesse assistere a qualcheduna delle udienze che si danno settimanalmente al Ministero, io sono intimamente persuaso che cambierebbe di opinione, avvegnachè egli si potrebbe formare un giusto criterio delle lamentate miserie, e dei casi speciali e delle circostanze veramente deplorabili che accompagnano le domande sporte dai supplicanti al Ministero. Io posso assicurare la Camera che prima di assumere il portafoglio non mi sarei potuto formare mai una vera idea del come si passano le cose, e questo, credo, avverrebbe pure al deputato Valerio, il quale, quando si tratta di petizioni, è uno di quelli che maggiormente insistono pel rinvio al Ministero. Ed invero un gran numero di queste è trasmesso con raccomandazione; ed ordinariamente le domande in quelle incluse urtano non poco coi regolamenti.

In tal caso il Ministero non ha altro mezzo di provvedervi che accordando qualche sussidio. Io non credo che la Camera raccomandi persone al Ministero perchè si violi la legge. Se le raccomanda, ciò fa perchè si provveda in qualche modo; e nella maggior parte dei casi non si può provvedere che con un sussidio.

I relatori delle petizioni sono in condizione di conoscere lo stato deplorabile in cui si trovano talvolta le famiglie di alcuni ricorrenti. Si presentano talora dei soldati che in dieci o dodici anni di servizio contrassero malattie che li privarono della vista. La legge a questi disgraziati non accorda la pensione, e il ministro non può fare altro che dar loro un sussidio. Io credo non esservi quasi un deputato che non mi abbia raccomandato uno di questi infelici, e massime i deputati che abitano le provincie e vedono sovente da vicino queste miserie. Ebbene, dicano essi se non ci vorrebbe una durezza d'animo straordinaria a negare a codeste persone un sussidio. E per parte mia certo non credo che la Camera possa appuntarmi di essere troppo tenero di cuore, poichè anzi sono in voce di burbero e di severo esecutore della legge.

Prego dunque la Camera a mantenere intera la somma di lire 18.200 che è di già tenue per se stessa, massime per la marina, dove sono quasi tutti ammogliati e sopraccarichi di prole, e tutti più o meno miserabili.

**VALERIO.** L'onorevole signor ministro si è grandemente sbagliato quando ha detto che il deputato Valerio era solito ad appoggiare il rinvio di petizioni per sussidi al ministro della guerra.

Io ho combattuto sempre il rinvio non solamente al ministro della guerra, ma a tutti i ministri, di tutte le petizioni che domandavano sussidi, pensioni od impieghi; e non è molto che l'onorevole Mantelli, riferendo a nome della Commissione la petizione di un ufficiale che era stato, secondo i regolamenti, allontanato dall'esercito, e il quale domandava od un impiego od un sussidio, e concludendo favorevolmente, la Camera, dietro appunto il mio reclamo, passava all'ordine del giorno.

La Camera mancherebbe al proprio decoro, alla propria dignità se rimandasse ai signori ministri una petizione per sussidio o per impiego, perchè un ministro è in una grave difficoltà quando per una parte egli non può mancare ai regolamenti, e per l'altra si trova a fronte una raccomandazione degli eletti del paese.

Dico quindi che io sempre, e come relatore delle petizioni e come deputato, mi sono opposto, e m'opporrò sempre a che petizioni tendenti ad ottenere pensioni od impieghi, quando queste pensioni non abbiano appoggio ai regolamenti o nella legge, siano rimandate al Ministero.

Da questa parte il ragionamento del signor ministro cade interamente.

Io credo che molte siano le miserie, ma dico che a queste provvede la beneficenza del paese. Sonvi pei ciechi ospedali; per gli ammalati ospedali; per i poveri congregazioni di carità.

Il denaro dello Stato non deve essere impiegato in opere di beneficenza salvo che per legge, e ripeto quanto ho già detto senza farne applicazione a questo bilancio, che, cioè, molte volte, invece di andare queste somme in beneficio dei più poveri, vanno a mani di chi ne ha meno bisogno.

**SALMOUR, relatore.** Io voglio osservare prima di tutto al Ministero che per la parte riguardante le pensioni e le sovvenzioni non si è proposta alcuna riduzione. Erano portate lire 1800, e la Commissione non le ha toccate.

Io non posso parlare in questo momento a nome della Commissione, dacchè non mi è dato di poterne consultare tutti i membri: ma nel mio particolare debbo avvertire che, avendo domandato uno schiarimento al ministro delle finanze, da lui mi fu assicurato che, non votandosi la riduzione proposta, non ci si domanderà più nessuna somma per

dare sovvenzioni alle guardie sanitarie che col nuovo regolamento resteranno fuori d'impiego.

Ora bisogna avvertire che nelle note che precedono il bilancio il ministro della marina aveva asserito che sperava di potere colla somma stanziata in bilancio far fronte a quelle piccole sovvenzioni da darsi ad alcuna di queste guardie che sono vecchi impiegati.

In secondo luogo debbo osservare, postochè sono stato io che ho suggerito l'economia dei porti che è una delle essenziali che, essendo essa portata segnatamente sulla differenza che passa tra lo stipendio allegato in bilancio e quello che è realmente pagato alle guardie di marina, potrebbe avvenire che vi fossero alcune variazioni. Di modo che, anche per questa parte qualche cosa bisognerebbe lasciare nei casuali; ed in quanto a me consentirei a mantenere la cifra proposta dal Ministero sulla considerazione che, dopo il voto della Commissione del bilancio, intervennero alcuni fatti ed alcune spiegazioni che prima non si conoscevano.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio e ministro delle finanze. Vi sono impiegati subalterni di due categorie: ve ne hanno di quelli cioè che hanno più di sessanta anni di età e quaranta di servizio, e per questi si chiederà alla Camera la facoltà di dare loro una pensione, perchè pare veramente che quelli che sono giunti a tale età l'abbiano meritata.

Per quelli poi che non si trovano in questa condizione, e che debbono essere dispensati dal servizio e rimandati alle loro case, parve fosse il caso di dare loro una sovvenzione; ora a questi ultimi si è provveduto per l'anno corrente dal Ministero, mercè i fondi disponibili sulla categoria del bilancio del 1852; si provvederebbe nel corso dell'anno testè incominciato sulla categoria *Casuali*. Ma per non allontanarmi assolutamente dalla realtà, debbo dire alla Camera che dovrà il ministro chiederle poi la facoltà di dare pensioni ai primi per la complessiva somma, credo, di tre o quattro mila lire.

**PRESIDENTE**. Metterò ai voti la proposta di riduzione fatta dalla Commissione e non assentita dal Ministero, in lire 6200 sulla categoria *Casuali*.

(La Camera non approva.)

Metto dunque ai voti la categoria quale fu proposta dal Ministero.

(La Camera approva.)

Categoria 31, *Acquisto e costruzione dei regi legni*, proposta dal Ministero in lire 675,811 70, e portata dalla Commissione sino a lire 718,627 70.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio e ministro delle finanze. Il ministro delle finanze si trova concorde con quello della marina nell'accettare il proposto aumento. Se non che mi occorre di fare un'osservazione in risposta, non dirò ad un appunto, ma ad un'altra osservazione fatta dalla Commissione.

Questa avvertiva che, dovendosi costruire una fregata in Inghilterra, sarebbe stato a suo credere più opportuno affidare la sorveglianza di un tal lavoro ad un ingegnere navale anzichè ad un ufficiale della marina.

Il Ministero ha presa un'altra deliberazione, cioè ha mandato un ufficiale della marina ed un ingegnere navale.

**VALERIO**. È un assistente.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio e ministro delle finanze. È un assistente, ma un assistente molto distinto, e sicuramente io credo che per esso sia il caso di derogare al regolamento e di dargli il grado d'ingegnere ch'ei merita sotto ogni riguardo.

Io penso che siasi fatto opportunamente, destinando a questa missione uno dei più distinti ufficiali della nostra marina.

La missione era oltremodo delicata. Si trattava di stabilire prima il sistema da applicarsi, in secondo luogo di decidere fra i vari costruttori, e ciò tanto per lo scafo, quanto per macchine.

L'ufficiale ebbe per istruzione di rivolgersi all'ammiraglio inglese e di cercare di averne delle direzioni prima di addivenire ad una definitiva risoluzione. Ebbene credo che esso abbia disimpegnata quella delicata missione nel modo il più soddisfacente.

Egli ha impiegato vari mesi in Inghilterra in istudi, confronti e viaggi, prima di proporre al Governo un piano definitivo.

Si è procurato delle offerte dai principali e migliori costruttori tanto di Londra che di Newcastle e degli altri porti principali dell'Inghilterra, ha consultato gli ufficiali più distinti della marina inglese, ha mandato quindi al Ministero tutti gli elementi sui quali questo e il comando generale della marina, assistito da tutti gli ingegneri navali, hanno potuto emettere una opinione definitiva.

Quando poi fu deciso e adottato il contratto ed il piano d'esecuzione, si spedì allora un assistente il quale, come già avvertiva, è persona molto distinta, fornita di grandi cognizioni e di molta pratica e che adempie lodevolmente a quel suo ufficio.

*Una voce*. Chi è?

**CAVOUR**, presidente del Consiglio e ministro delle finanze. L'ufficiale della marina è il cavaliere Mantica, e l'ufficiale assistente del Genio civile il signor Vianzone.

Io spero che questa fregata corrisponderà alle speranze che abbiamo concepite e ai desiderii di tutti quelli che vogliono che la nostra marina salga a quel grado d'importanza a cui è chiamata dai destini del nostro paese.

**MELLANA**. Io non mi tratterò sull'ultima parte del discorso dell'onorevole signor ministro delle finanze; noterò solo che le ragioni da lui addotte dinotano tutt'al più che era necessario l'invio di un ufficiale superiore prima di dare l'opera della fregata ad appalto, sia per fare la scelta del cantiere e del costruttore, sia per stabilire il capitolato, sia per dare le opportune istruzioni all'impiegato nostro delle opere navali. Ma non ha nè può addurre ragioni per provare che fosse necessaria la continua dimora colà di quell'ufficiale superiore.

Io aveva domandato specialmente la parola per fare una osservazione sull'accettazione delle 42,000 lire fatta dal signor ministro delle finanze anche a nome del suo collega della marina. Vorrei far notare che se i ministri non possono fare delle spese portate in bilancio, essi si sottopongono assai più a grave responsabilità nel non fare quelle che vi sono portate, le quali riflettono ad opere massime di difesa dello Stato.

Sarebbe troppa l'onnipotenza del potere esecutivo, ove potesse a suo piacere esimersi dal dare mano a quelle opere di grave momento portate nel bilancio. Allora in ogni mutazione di Gabinetto si potrebbe mutare la politica dello Stato o compromettere la sua esistenza e le sue istituzioni. Allora bisognerebbe dire che la Camera non abbia l'iniziativa delle spese: la iniziativa della politica che deve seguire il potere esecutivo.

Io domando se l'attuale Ministero ottenesse dalla Camera l'assenso ad una spesa la quale credesse essenzialissima per la difesa dello Stato, e che quindi sopravvenisse un altro Ministero, se creda che quest'ultimo potrebbe senza altro voto della Camera sospendere quella spesa. Vi sono spese di tal natura, per cui non basta solo badare alla eco-

nomia, affinché il ministro possa dirsi in facoltà di sospenderle.

Egli è un fatto che se la fregata della quale si tratta fosse stata principiata l'anno scorso, noi l'avremmo compiuta un anno prima; e chi può stare garante dell'eventualità che potrebbe richiedere la necessità della medesima! Quindi io dico che, se ora il Ministero ha accettato, doveva o deve anche dire francamente che al più presto possibile metterà mano a quest'opera, perchè non mi piace che egli accetti puramente, ma vorrei che dicesse francamente che egli, accettando questa somma, promette di mettere presto mano a quest'opera.

Già fin dall'anno scorso venne stanziato questo fondo, ma esso venne distolto; ed io non vorrei che commettesse nuovamente, sarò mite, la stessa irregolarità.

**LA MARMORA**, ministro di guerra e marina. Domando la parola.

**MELLANA**. Il signor ministro della guerra dovrebbe conoscere molto bene che, quando esso ha la convinzione di un bisogno, e che ha ottenuto dal Parlamento la sanzione della sua esecuzione, non deve essere lecito ad un suo successore d'interromperla.

Non basta quindi che il signor ministro accetti la somma, ma deve dichiarare che non si farà come l'anno scorso, ma che si metterà prontamente mano alla costruzione di questa fregata.

**LA MARMORA**, ministro di guerra e marina. Io non posso accettare la teoria esposta dal deputato Mellana. Credo che la responsabilità del ministro stia più nello spendere bene che nello spendere presto, e penso che sarebbe assai più biasimevole un ministro che accettasse del danaro quando non fosse certo del suo buon impiego.

È accaduto un caso di questo genere, ma assai più essenziale, nel bilancio d'artiglieria, riguardo alla caserma di Novara.

La Camera aveva votata la somma, credo, di un milione e 500,000 lire. Ebbene, a malgrado che io avessi l'approvazione della Camera, ho veduto che si poteva provvedere con una somma molto minore, perchè non si trattava più di stabilire a Novara un'intera brigata, ma sì un solo reggimento, ed io naturalmente ho fatto ridurre il progetto di quasi la metà.

Ora, secondo il deputato Mellana, io avrei agito incostituzionalmente. Io domando ora se era atto più costituzionale il fare una caserma che non avrebbe servito a nessuno. E l'assicuro che non ho incontrato pochi dispiaceri, non pochi urti, dacchè n'ebbi col municipio di Novara i quali durarono tre o quattro mesi.

Malgrado ciò io tenni fermo nel far ridurre il progetto, perchè credeva nell'interesse dell'erario di doverlo fare assolutamente, quantunque fosse stata votata dal Parlamento l'intera somma.

**SALMOUR**, relatore. Mi si oppone di costantemente censurare il Governo. Ora mi gode l'animo di poterlo ringraziare perchè abbia accettata la somma proposta in aumento dalla Commissione, e non solo di averla accettata, ma di essersi posto in condizione tale da poterla tosto impiegare.

Giova avvertire che, quando il Governo ha fatto il contratto della nuova fregata a elice in Inghilterra, ebbe il felice pensiero di farsi mandare qui un piano di tal legno, piano che appunto esiste già a Genova. E ciò non solo ha fatto il Governo, ma ha incaricato l'assistente del Genio di mandare tutti i piani particolari, e perfino dei pezzi capitali di questa fregata; dimodochè non vi può essere verun inconveniente

a dare principio ai lavori occorrenti per essa, tanto più che bisogna prima di tutto digrossare i legni, cominciare la chiglia; vi sono in fine certe cose che si possono fare in quest'anno senza nessun inconveniente.

Noi vogliamo essere certi che queste cose il Governo le farà. Ciò nondimeno sarebbe forse bene che il ministro desse quelle assicurazioni che testè chiedeva il deputato Mellana.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio e ministro delle finanze. Io credo che appena votato il bilancio, il Ministero darà tosto gli ordini opportuni onde si ponga mano immediatamente a questi lavori.

Respingo poi il rimprovero mossoci dal deputato Mellana, perchè, se si fosse dato mano l'anno scorso alla costruzione della fregata, non si avrebbe avuto un piano che avesse potuto appagare pienamente il Ministero.

I nostri ingegneri sono uomini distintissimi, molto abili e per teoria e per pratica; ma finora non hanno mai costruito alcuna fregata ad elice. Ora, in tali condizioni, parve più opportuno l'averne un piano fatto da ingegneri che già costrussero fregate di tal natura, e di avere sotto gli occhi i primi sviluppi di questo piano, prima di dare opera alla costruzione della nuova fregata.

Io non intratterrò la Camera sui particolari di questa pratica, la quale ha necessitato la riunione di varie Commissioni, la formazione di molti progetti ed infinite discussioni, dalle quali risultò che fra i nostri ingegneri vi era grande disparità di pareri.

Quindi il Ministero in coscienza non ha potuto scegliere fra questi vari pareri, ed ha creduto miglior consiglio l'aspettare un anno per poter decidere in piena conoscenza di causa.

**PRESIDENTE**. Il deputato Valerio ha la parola.

**VALERIO**. In diritto sta la massima del deputato Mellana. Quando una spesa è votata, il Ministero deve eseguirla. Certo se egli vede ne venga danno alle finanze del paese, debbe astenersi dal farla; ma però deve venire a chiedere un *bill* d'indennità, come per le spese eccedenti che avesse fatto.

Le ragioni esposte attualmente dal signor presidente del Consiglio mi paiono ragionevoli; ma io credo anche che il signor ministro della guerra avrebbe dovuto ricorrere ad un *bill* d'indennità per quest'atto, come vi è ricorso per la caserma di Novara.

Dopo le belle lodi che il presidente del Consiglio ha distribuite al nostro assistente ed all'ufficiale marittimo, è doloroso venir a parlare di economie; ma questo è il triste mestiere che tocca ai deputati dell'opposizione, e andremo via facendole per quanto ci tornerebbe più caro, di venire anche noi dispensando sempre lodi da una parte e danari dall'altra.

Io credo che gli ufficiali indicati siano distintissimi, ma trovo che il trattamento dell'ufficiale (non dell'assistente del Genio navale) è di soverchio lusso. Questo ufficiale superiore riceve lo stipendio dallo Stato, ha inoltre un'indennità di una lira sterlina al giorno, e tutti i viaggi pagati. A me pare che questo trattamento è di troppo splendido, se si tien conto delle gravi circostanze finanziarie in cui si trova il paese.

Io credo poi che il mio collega, il deputato Mellana, abbia ragione quando dice che, stabilite le prime basi della fregata, la presenza dell'ufficiale non è più necessaria. Quando il ministro della guerra e marina verrà a domandarci danaro per servizi veramente attivi, per polveri, per cannoni e per soldati, per navi e per legnami da costruzione, quantunque

amici di economie, ci troverà sempre disposti ad assecondarlo ed assisterlo; ma nel caso contrario ci troverà sempre avversi quando si tratta di spese che noi ravvisiamo assolutamente di lusso ed inutili, tenuto conto delle condizioni in cui si trova il paese. Questa è l'opposizione che noi facciamo.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio e ministro delle finanze. Prendo la parola per giustificare la spesa richiesta per l'indennità di viaggio all'ufficiale superiore che si trova in Inghilterra.

L'onorevole deputato Valerio trova molto splendida e soverchia l'indennità di una lira sterlina al giorno; ma se egli pensa un momento a che questo ufficiale è obbligato di cambiare spesso di domicilio, dovendosi trasportare sovente da Londra a Newcastle e viceversa e che quindi deve mantenersi all'albergo, egli riconoscerà di leggieri che il trattamento d'una lira sterlina al giorno non è soverchio, tenuto conto che in Inghilterra, e soprattutto a Londra, le spese sono gravissime.

In quanto poi all'utilità di mantenere colà presente questo ufficiale, io stimo che non deve essere ristretta al solo tempo in cui verrà stabilito il piano della nave, ma che deve protrarsi ancora a quando si porrà in esecuzione, poichè se i costruttori inglesi sono persone distintissime, badano però piuttosto volentieri ai loro interessi. Quindi se non vengono sorvegliati da una persona autorevole e se non si richiede da loro la più scrupolosa esecuzione del contratto, essi facilmente si permetterebbero delle infrazioni alle condizioni le più gravi. Anzi vi furono molte contestazioni fra l'ufficiale di cui si ragiona ed il costruttore, e la cosa fu persino portata dinanzi ai tribunali; e sebbene poscia siasi, mercè l'intervento di arbitri, aggiustata, ne rimase tuttavia nel Ministero e nel corpo della marina la convinzione essere necessaria una sorveglianza continua esercitata da una persona di posizione eminente.

Un altro vantaggio poi si ritrae dalla presenza in Inghilterra di questo ufficiale. Oltre al sorvegliare la costruzione della fregata, esso adempie tutte le commissioni che gli danno e l'azienda ed il ministro della marina, e persino il ministro delle finanze. Per esempio, egli fu incaricato ultimamente di invitare l'ingegnere che verrà ad esaminare il porto di Genova. Esso vive, si può dire, esclusivamente negli arsenali inglesi, e colà può fare tesoro abbondante di cognizioni che potranno essere molto utili alla nostra marina.

Nella discussione sulle campagne di mare vari degli onorevoli membri della Commissione osservavano come sarebbe utile di far viaggiare i nostri ufficiali sopra legni forestieri. Io non contrasto l'utilità di questi viaggi, ma credo non meno utile mandare dei nostri ufficiali a studiare quanto si fa nei principali cantieri della prima nazione navale del mondo; e stante le doti di cui è fornito l'ufficiale di cui si ragiona, io credo che dal suo soggiorno in Inghilterra noi possiamo riprometterci tale utilità da rendere lieve il sacrificio che venne chiesto dal Ministero.

**MELLANA**. L'onorevole presidente del Consiglio diceva aver io fatto un rimprovero al ministro della marina perchè nell'anno scorso, avendo domandata ed ottenuta in bilancio la somma di lire 50 mila per porre mano alla costruzione di una fregata ad elice, non abbia poi data opera a tale costruzione, ed addusse per ragione del non avere operato che non vi erano studi sufficientemente fatti; la ragione è eccellente, ma il Governo incorre in altra critica, ed è quella di avere lo scorso anno domandata la somma senza avere in pronto gli studi, come suolsi usare per tutte le domande di

crediti per opere nuove, dimodochè si è salvato da un rimprovero per cadere in un altro. (*ilarità*)

Passo ora a rispondere alla lezione di sistema costituzionale che pare abbia voluto darmi l'onorevole ministro della guerra. Egli disse: essere più costituzionale che un ministro spenda bene, anzichè spenda presto.

Che spenda bene, deve essere fuor di contestazione; quando un ministro domanda una somma in bilancio, deve essere non solo pienamente convinto dell'utilità di quella spesa, ma deve aver già fatto procedere agli studi dell'opera medesima, per cui dopo la concessione in bilancio non vi è più questione della bontà o no dell'opera; ma sibbene di operare, salvo per casi imprevisi od imprevedibili che potessero sorgere fra la concessione e l'esecuzione, o nell'esecuzione stessa.

Non ho però detto che questa teoria sia applicabile a tutte le spese portate in bilancio. Le spese che sono puramente d'ordine o che riguardano opere di mero beneficio reale, certo il Governo può sotto la sua responsabilità ritardarle quando massime il bisogno di economie è vivamente sentito. Non così però quando si tratti di grandi riforme o di questioni di principio come sarebbe l'organizzazione o l'aumento delle forze di terra e di mare; queste non sono questioni puramente di gabinetto, ma sono questioni nazionali; quindi, quando si sieno portate delle somme in bilancio per il miglioramento di queste forze, non è più in facoltà del Ministero di mutare o sospendere queste deliberazioni: la responsabilità del Ministero non è sufficiente in cose di tanto momento: solo il Parlamento può definire l'estensione che intenda di dare alle opere della nazionale difesa.

In questa specie di spesa certo non comprendo quella della costruzione di una caserma; ma quando si tratti o di un forte, o della esistenza di un corpo nell'armata, o dell'aumento del navilio, le quali sono questioni nazionali che non può decidere da solo il Governo, io dico che quando vi sono spese in bilancio, le quali toccano essenzialmente ad una istituzione dello Stato, quando la somma dopo una grave discussione viene stanziata, non è più in facoltà del Governo di togliere quella somma, o sospendere l'esecuzione dell'opera.

L'esempio addotto della caserma di Novara non era per niente adattato, sebbene anche in quella circostanza, io che ho vivamente combattuto contro l'attuale ministro della guerra quel progetto, se fossi stato ascoltato dal signor ministro e dalla Camera, quei dispiaceri ch'egli dice di avere avuto, glieli avrei risparmiati. (*ilarità*) Ma ciò nullameno, se invece di una caserma si fosse trattato di una fortezza o di una grande istituzione nel paese, io, ancorchè opponente, avrei detto: dopo il voto del Parlamento la maggioranza della nazione, rappresentata dalla maggioranza della Camera, e dai tre poteri, avendo deciso diversamente, non è più in mia facoltà di assumermi una responsabilità che spetta ai soli rappresentanti della nazione.

Mi riassumo: quella osservazione costituzionale, io non l'ho fatta su tutte le spese del bilancio, ma puramente su tutte quelle che attaccano direttamente le questioni vitali della nazione, e mantengo a questo riguardo la mia tesi che è costituzionalmente ortodossa.

**PRESIDENTE**. Pongo ai voti la categoria 31 colla proposta della Commissione e accettata dal Ministero. (*Vedi sopra*)  
(È approvata.)

Categoria 32, Costruzione della tettoia pel bacino di carenaggio, proposta in lire 52,000.

(È approvata.)



Categoria 35, *Costruzione del muro di cinta del cantiere della Foce*, proposta dal Ministero ed accettata dalla Commissione in lire 11,200.

(È approvata.)

Categoria 34, *Lavoro al bagno San Bartolomeo a Cagliari* in lire 13,500.

(È approvata.)

Categoria 34 bis, nuova. *Approvvigionamento suppletivo di legnami*, proposta dalla Commissione in lire 113,400.

**SALMOUR**, relatore. La Commissione propone questa nuova categoria, perchè le consta della deficienza di 1260 metri cubi di legname per compiere l'approvvigionamento normale semplicemente nella condizione presente del nostro navilio.

Io non dirò, come alcuni, che il nostro navilio sia in condizione inferiore di quello che era al tempo dell'ammiraglio Desgeney, non dirò che la marina sia in decadenza; ma dirò e sosterrò che la nostra condizione marittima è di gran lunga inferiore a quella in che trovavasi al tempo di Desgeney. Parlo della condizione marittima politica in generale, e mi spiego.

A quell'epoca, noi, nella nostra condizione di potenza di second'ordine, eravamo a un di presso pari, se non superiori, ad alcune altre nazioni di second'ordine. A quell'epoca non eravamo inferiori alla marina di Napoli, la quale, al giorno d'oggi, ha preso un grandissimo sviluppo; non eravamo inferiori alla marina d'Egitto, che prese pure un grande incremento.

Possiamo dire lo stesso ancora al giorno d'oggi?

E badisi, o signori, che attualmente prende pure anche sviluppo un'altra marina, alla quale dobbiamo pensare, tanto più che si sta ristorando il porto di Livorno. Io credo quindi che sia indispensabile aumentare il navilio. Però in questo momento la Commissione non entra a discutere di questa necessità. Essa considera il navilio nella condizione in cui si trova, e riconoscendo una deficienza di legnami, propone una somma di 260,000 lire per supplire a questa deficienza. Essa nutre piena fiducia che il Governo accetterà quest'aumento di spesa ripartibile in due anni.

Mediante questo sistema, il Governo potrà fin da questo anno dare gli appalti per l'occorrente legname, in modo da averne le somministranze nel 1854.

**CAVOUR**, presidente del Consiglio e ministro delle finanze. Dichiaro di non oppormi all'aumento proposto dalla Commissione, dacchè riconosco essere opportuno ed utile aumentare l'approvvigionamento del legname.

Prego solo la Camera di voler por mente che in due anni quest'approvvigionamento si è aumentato più di quello che non si sia mai fatto altre volte in eguale spazio di tempo. Il Ministero ha cercato in tutti i modi d'accrescerlo. A tal fine non solo ha fatti contratti all'interno, ma ha mandato ufficiali in Toscana per esplorare le foreste di quello Stato, nella speranza di trovare legname atto alle costruzioni navali. Di poi, questa speranza essendo stata delusa, ha mandato in Ancona, ed ivi ha potuto per la prima volta procurarsi una non lieve quantità d'ottimo legname. Gli mancava finalmente del legname per la fasciatura, e non trovandolo a comperare immediatamente in Europa, mandò a farne acquisto nell'Asia: inoltre ha dei contratti in corso in Sardegna, e nella valle del Po. Se baderete bene a questi fatti, vi farete persuasi, o signori, di quanto vi diceva, che, cioè, il Ministero nel breve spazio di due anni ha fatto più che non siasi mai operato dai suoi predecessori. Nei tempi andati si è sempre lamentata la deficienza di legname, e più ancora l'impiego

di legname non abbastanza stagionato. Io non voglio istituire paragoni fra i tempi passati ed i presenti, quantunque siasi da altri fatti a danno dello stato presente; ricorderò solo essere noto e notissimo come i nostri bastimenti siano stati quasi tutti di breve durata perchè costrutti di legname non maturo.

Si è per queste considerazioni che io credo doversi accogliere la domanda della Commissione, poichè in fatto di legname non bisogna aspettare l'ultimo momento per procurarselo; è d'uopo provvederlo alcuni anni prima. Conseguentemente, quantunque più d'ogni altro io riconosca la necessità di non accrescere le spese dello Stato, questa volta però io faccio plauso alla proposta della Commissione, contento così di separarmi da essa in buona armonia.

**VALERIO**. Dopo aver proposto parecchie economie, io proposi quest'aumento nel senso della Commissione, e sono lieto di vedere che il Ministero l'accetti, più lieto ancora perchè mi dà ragione circa uno degli argomenti che egli combatteva contro di me due giorni sono. Io lamentava allora la deficienza del materiale ed egli rispondeva che i magazzini non furono mai così abbondantemente provvisti come lo sono attualmente. Accettando egli ora un aumento di lire 113,000 per approvvigionamento di materiale e di legname, aumento che egli non aveva proposto, viene a dare perfettamente ragione in questa parte al mio ragionamento.

**SALMOUR**, relatore. Dirò due sole parole.

Bisogna tener conto che dalla morte dell'ammiraglio Desgeney sino al 1848 si viveva alla giornata; dimodochè siamo giunti nel 1848 al punto che non c'era più nè legname nè altro.

Quindi, sebbene il Ministero abbia senza dubbio fatto moltissimo, siccome i Governi, quali essi siano, portano pur troppo la responsabilità di quello che si è fatto, quando noi appuntavamo il Governo, intendevamo solamente di lamentare perchè non si fossero fatti i necessari approvvigionamenti nel passato.

**PRESIDENTE**. Essendosi dunque d'accordo sulla somma proposta per questa categoria, la metterò ai voti.

**DE VIRY**. On a dit tout-à-l'heure que sous les anciennes administrations l'on vivait au jour le jour, relativement aux approvisionnements de bois. Si on allait vérifier les correspondances qui existent, à ce sujet, au Ministère, l'on se convaincrerait bien vite que la difficulté de faire ces approvisionnements et surtout pour ce qui concerne les coupes à effectuer en Sardaigne, provenait uniquement des obstacles que l'administration rencontrait de la part du Ministère.

En soumettant à la Chambre cette courte observation, je voulais simplement disculper à cet égard les précédentes administrations auxquelles l'on paraissait vouloir attribuer l'état de détresse dans lequel nous nous trouvons réduits actuellement.

**PRESIDENTE**. Non essendovi alcuna proposta, porrò ai voti questa categoria nella somma proposta di lire 113,400. (È approvata.)

**LA MARMORA**, ministro di guerra e marina. Le nuove disposizioni relative alla sanità marittima hanno obbligato il Governo a mettere in aspettativa in questi giorni una quantità d'impiegati il cui pagamento somma a lire 6023 75. Io credo che per risparmiare di presentare una legge espressamente, sarebbe il caso di aggiungere questa cifra a quella già votata alla categoria 15 delle aspettative.

**VALERIO**. Io credo che la sua proposta sarà accettata ove questa sia consona alle leggi ed ai regolamenti.

**LA MARMORA**, ministro di guerra e marina. Posso ac-

certare che è pienamente consona a tutte le leggi ed a tutti i regolamenti.

**PRESIDENTE.** Il Ministero propone dunque un'aggiunta di lire 6025 75. La categoria 15 era stata approvata nella somma di lire 7596, cosicchè ora sarebbe di lire 13,619 75. La metto ai voti.

(È approvata.)

**VALERIO.** Domando la parola.

**PRESIDENTE.** Ha la parola.

**VALERIO.** Vengo a sgravarmi di una promessa, che ho fatta al signor ministro. Ho scritto per avere i particolari relativamente a quegli ufficiali i quali, secondo quanto io aveva affermato, erano stati da tenenti di vascello promossi a capitani in secondo in quattro anni.

Io diceva questo lamentando che le ingiuste destituzioni del 1849 avessero condotto il Governo a fare delle promozioni troppo rapide in favore di ufficiali, d'altronde onorevolissimi, ma che non avevano avuto tempo di navigare bastantemente. Dalle informazioni che ho ricevute mi risulta (e ne ho detto i nomi al signor ministro della guerra) che uno di essi era al 18 febbraio 1849 luogotenente di vascello di prima classe, appena da quattro mesi (ottobre 1848) e fu a quella data promosso a capitano in secondo di vascello. Il 20 dicembre 1849 promosso a capitano di fregata, ed in dicembre dell'anno scorso 1852 proposto a capitano di vascello in primo.

Dal 25 giugno 1849 che egli sbarcò dal *San Michele* sino al dì d'oggi non fece altra navigazione, tranne una campagna d'istruzione di soli tre mesi e mezzo cogli alunni della scuola di marina; così in meno di quattro anni quattro promozioni e tutto questo in tempo di pace!

Un altro, al quale del resto riconosco titoli per servizi resi alla marina e servizi di qualche importanza, non fece pure dal 1845 alcun'altra navigazione, tranne un viaggio di ritorno dall'Inghilterra colle fregate la *Costituzione* e il *Governolo* onde condurle in patria; era tenente di vascello di seconda classe nel 1848; fu promosso alla prima classe in ottobre 1848, capitano in secondo di vascello in febbraio 1849, capitano di fregata in maggio 1850; cosicchè in quattro anni, tre promozioni senza navigazioni.

Un altro fu fatto luogotenente di vascello di seconda classe nel 1846, di prima classe in febbraio 1849 e capitano in secondo di vascello in maggio 1851, cioè in quattro anni circa tre promozioni.

Fu sbarcato dalla fregata *Beroldo* nel novembre 1848 in Ancona, e spedito in Genova per malattia; e fino al dì d'oggi non fece altra navigazione che tre mesi e mezzo nella campagna d'istruzione nello scorso 1852. Cosicchè in quattro anni tre promozioni, e solo tre mesi e mezzo di mare!

È però da osservarsi che il suo servizio nella marina conta dal 1831, cioè 21 anni effettivi. In questo lasso di tempo non ha viaggiato che solo 9 anni, mentre molti de'suoi compagni egualmente abili contano perfino 16 anni di mare sopra 21 anni di servizio effettivo e non ebbero uguali promozioni.

Ho citati questi casi senza voler addurre altri esempi. Riconosco di essermi inesattamente espresso quando invece di dire *luogotenente* ho detto *sottotenente*, poichè questa carica nella marina non esiste, e quell'ufficio vi è compito dalle guardie di marina.

Riconosco eziandio dalle informazioni avute dal mio corrispondente che, quando affermava che in quattro anni erano successe queste promozioni, non era interamente esatto, perchè dalla nota stessa che ho or ora citata risulta

che queste promozioni non ebbero luogo in quattro anni, sebbene pochissimo tempo vi manchi.

Ma credo di aver avuto ragione nella parte essenziale del mio discorso, che cioè le dolorose ed ingiuste destituzioni degli ufficiali che ebbero luogo nel 1849, destituzioni ad alcune delle quali in parte il Ministero ha già posto rimedio, cagionarono eccessive e troppo sollecite promozioni nella nostra marina. Quindi quella mancanza di esperienza, per cui poterono aver luogo alcuni dei dolorosi ed infausti avvenimenti accennati nel mio discorso e da altri oratori.

Io non voglio ritornare su quella discussione; ove io volessi, potrei accennare e rettificare altre più gravi inesattezze sfuggite ai signori ministri relativamente ad un ufficiale da essi nominato e relativamente al materiale della marina. A ciò mi porgerebbero il mezzo le informazioni ricevute dal mio corrispondente; ma, lo ripeto, non intendo riaprire quella discussione; solo mi basta di aver adempiuto al mio obbligo, ed alla promessa che aveva contratta col signor ministro della guerra.

**LA MARMORA, ministro di guerra e marina.** Dirò poche parole in risposta al deputato Valerio. Io non posso a meno di lodare quest'onorevole deputato pel modo riservato con cui ha proceduto a questo riguardo.

Mi sono procurato l'elenco della carriera percorsa dagli ufficiali sui quali poteva cadere se non il rimprovero, l'osservazione almeno dell'onorevole deputato Valerio. Mi trovo quindi oggi in condizione di potergli più adeguatamente rispondere.

Il deputato Valerio ha schiettamente dichiarato che era caduto in qualche inesattezza quando parlava su questo argomento nelle passate sedute. Mi rincresce però di dovergli dire che è caduto puranche oggi in qualche inesattezza, quando diceva che non v'erano sottotenenti nella marina. Ognuno di voi, o signori, conoscendo meglio i gradi militari delle truppe di terraferma, perchè abbiate un giusto criterio della gerarchia marittima metterò a confronto i gradi dell'esercito con quelli corrispondenti della marina.

Il primo grado che occupa l'ufficiale della marina è quello di guardia marina di prima classe che corrisponde al grado di sottotenente dell'armata di terraferma: il grado di sottotenente di vascello corrisponde a quello di tenente; il grado di tenente di vascello a quello di capitano; il grado di capitano di vascello in secondo corrisponde a quello di maggiore; quindi il grado di capitano di vascello in primo equivale a quello di colonnello.

I due ufficiali, cui faceva primieramente allusione il signor deputato Valerio, hanno percorso una carriera ad un dipresso uguale.

E questa carriera è così specificata: nel 1831 uscirono entrambi dal collegio della marina, ed entrarono al servizio come guardia-marina; nel 1834 passarono a sottotenenti di vascello; nel 1839 a tenenti di vascello, grado, come ho detto, corrispondente a quello di capitano; quindi dopo essere rimasti 10 anni consecutivi in questo grado, nel 1849 furono nominati capitani in secondo di vascello, grado equivalente a quello di maggiore. Quanto mi aveva colpito nelle parole del deputato Valerio si era l'aver sentito a dire capitano di vascello. Quando si dice capitano di vascello s'intende il capitano in prima che corrisponde a un colonnello dell'armata di terra, e non al capitano in secondo che, come dissi, corrisponde al maggiore. Sul finire poi dello stesso anno, uno dei due ufficiali accennati ottenne il grado di capitano di fregata.

L'onorevole Valerio disse che uno di questi ufficiali, dap-

poichè ebbe queste promozioni, non è più stato in mare che per una semplice istruzione; ma io lo prego di notare che quegli era comandante del collegio di marina, e che come tale non poteva andare in mare che col collegio stesso, e certamente non poteva dirigere il collegio e avere nello stesso tempo una commissione in America o altrove.

Quanto all'altro degli ufficiali, è bensì vero che egli non navigò sui nostri bastimenti, ma ha fatto dei viaggi lunghissimi, e oltre al viaggio accennato dal deputato Valerio, dell'andata e ritorno da Londra, è stato altresì nelle Indie; e se non è stato sopra bastimenti nostri, si recò a bordo di bastimenti esteri nel modo appunto che raccomanda la Commissione nell'istruzione dei nostri ufficiali.

In quanto al terzo confesso schiettamente che nella sua carriera non vi fu molto di straordinario, in quanto che non sia stato molto in mare, poichè essendo cascato su d'un bastimento ed essendosi rotto una gamba, per un pezzo non poté essere impiegato in servizio attivo.

Io credo che queste spiegazioni saranno abbastanza soddisfacenti per la Camera.

**PRESIDENTE.** Se non vi sono opposizioni, essendo votate le categorie, si intenderà votato il bilancio della marina nella somma complessiva di lire 4,532,991.

(È approvato.)

Ora che è finito il bilancio della marina, io rivolgerai una preghiera alla Commissione del bilancio perchè voglia sollecitare i suoi lavori.

L'onorevole presidente di essa, qualche tempo fa, aveva promesso che fra pochi giorni si sarebbero presentate alcune relazioni, e che nella fine del mese sarebbero state tutte ultimate; ma finora non ne fu presentata alcuna, e temo che la promessa del signor presidente sia piuttosto stato un desiderio che una realtà.

Se la Commissione procede così lentamente, è impossibile che la Sessione si chiuda prima del finire di marzo o di aprile, poichè vi sono ancora dodici bilanci, e la Camera d'altronde, se imita l'esempio della discussione testè chiusa, non si sollecita di troppo.

Io quindi prego per quanto so e posso i signori membri che compongono la Commissione del bilancio, per quanto è in loro, di affrettarsi a compiere i loro lavori.

L'ordine del giorno porterebbe la discussione per l'alie-

nazione della rendita di due milioni; ma, siccome l'ora è molto inoltrata, io penso che non convenga aprire tal discussione, e mi pare che piuttosto la Camera potrebbe riunirsi in comitato segreto per terminare la discussione del suo bilancio interno.

*Molte voci. Sì! sì!*

**DI REVEL.** Mi occorre di dare una spiegazione alla Camera.

Quando il presidente della Commissione del bilancio riferì alla Camera che i bilanci che sono in discussione presso la medesima, sarebbero riferiti fra tutto il corrente mese, non fece altro che esprimere quanto dai relatori dei singoli bilanci fu a lui notificato in seguito ad un eccitamento che aveva fatto a ciascun di loro.

La Commissione però del bilancio non se ne sta neghittosa: procedono i lavori delle Sotto-Commissioni, procedono quelli della Commissione generale.

La Camera potrà ben comprendere che dal momento che sorgono nel suo seno discussioni così prolungate intorno al merito dei bilanci, è più stretto dovere del presidente di non troncarle nel seno della Commissione, onde appunto non si facciano maggiori qui nella Camera.

La Commissione generale sta ora discutendo il bilancio dei lavori pubblici, e già ha tenuto due lunghissime sedute a questo riguardo. Una terza seduta avrebbe dovuto aver luogo questa sera: ma il presidente che non omise di stancare i membri che la compongono, prima di radunarli per questa sera, conferì individualmente con essi, e venne a risultare da questa indagine, che non avrebbero potuto trovarsi in numero; quindi dovette desistere per questa sera, ma la radunerà domani, e certamente sarà cura di tutti di portare ogni studio onde al più presto possano essere soddisfatti i desiderii della Camera.

**PRESIDENTE.** La Camera passa in comitato segreto.

La seduta è levata alle ore 4 e mezzo.

*Ordine del giorno per la tornata di domani:*

Discussione del progetto di legge per l'alienazione di una rendita di due milioni sul debito pubblico.